



 Nexans

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
(Semestre clos le 30 juin 2010)

# SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE (Semestre clos le 30 juin 2010).....	3
<hr/>	
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (Premier semestre 2010) .....	22
Compte de résultat consolidé.....	23
État du résultat global consolidé.....	24
État de la situation financière consolidée .....	25
Tableau des flux de trésorerie consolidés .....	26
Variation des capitaux propres consolidés.....	27
Notes annexes :	
Principes comptables .....	28
Principaux événements .....	32
Segments opérationnels.....	34
Autres notes.....	36
<hr/>	
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2010 .....	53
<hr/>	
DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010 .....	55

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

(Semestre clos le 30 juin 2010)

1. ACTIVITÉ DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2010 .....	4
1.1. Résultats consolidés du Groupe Nexans .....	4
1.1.1. Évolution des résultats .....	4
1.1.2. Analyse par métier .....	5
1.2. Autres éléments des comptes consolidés.....	14
1.2.1. Effet stock-outil .....	14
1.2.2. Dépréciations d'actifs nets .....	14
1.2.3. Restructurations .....	15
1.2.4. Variation de la juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux .....	15
1.2.5. Plus et moins-values sur cession d'actifs .....	16
1.2.6. Résultat financier.....	16
1.2.7. Impôts.....	16
1.2.8. Principaux flux financiers de la période.....	16
1.2.9. Bilan .....	17
1.2.10. Autres faits marquants du premier semestre .....	17
2. PROGRÈS RÉALISÉS ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	18
3. ORIENTATIONS ET PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2010 .....	20
4. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LE GROUPE EST CONFRONTÉ .....	20
5. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES.....	21
6. L'ACTIVITÉ ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ NEXANS .....	21

Ce rapport est destiné à rendre compte des résultats et de l'activité de la Société et du Groupe Nexans pendant le premier semestre de l'exercice 2010. Il est établi sur la base des comptes sociaux et des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2010.

Nexans, dont les actions sont admises aux négociations sur le marché NYSE Euronext Paris compartiment A), fait partie de l'indice SBF120. La répartition estimée du capital social par catégorie d'actionnaires au 30 juin 2010 était la suivante :

- investisseurs institutionnels : 85,6 % dont 9,2 % pour le Groupe Madeco (Chili) ; 5,2 % pour le Fonds Stratégique d'Investissement (France) et 4,9 % pour Deutsche Bank AG (Allemagne) ;
- actionnaires individuels et salariés : 14 % ;
- actionnaires non identifiés : 0,4 %.

---

## 1. Activité du Groupe au premier semestre 2010

---

### 1.1 Résultats consolidés du Groupe Nexans

#### 1.1.1 Évolution des résultats

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 s'établit à 2 955 millions d'euros, contre 2 514 millions d'euros au premier semestre 2009, soit une augmentation de 17,5 %.

Cette hausse s'explique largement par l'évolution des prix des métaux non ferreux qui ont poursuivi leur augmentation début 2010 après une forte hausse enregistrée tout au long de l'année 2009. En moyenne, les cours de facturation implicite du cuivre et de l'aluminium sont respectivement supérieurs de 60 % et 7 % au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009. À cours des métaux non ferreux constants<sup>(1)</sup>, le chiffre d'affaires est stable. Il s'élève à 2 100 millions d'euros, contre 2 085 millions d'euros au premier semestre 2009.

À cours des métaux non ferreux constants, à taux de change et périmètre inchangés, le chiffre d'affaires total du Groupe baisse de 5,3 % au premier semestre 2010. Les seules activités câbles (activités Énergie et Télécom confondues) enregistrent un recul de 6,3 %.

L'Amérique du Sud est la principale zone affectée par un fléchissement significatif de ses ventes par rapport au premier semestre 2009. Dans les zones Europe, Asie-Pacifique et Amérique du Nord, les baisses sont plus modérées. Le chiffre d'affaires de la zone MERA (Moyen-Orient, Russie, Afrique) enregistre par contre, une croissance de près de 10 % de ses ventes sur la même période.

La marge opérationnelle s'établit à 83 millions d'euros, soit 4,0 % du chiffre d'affaires à cours des métaux non ferreux constants (et 2,8 % du chiffre d'affaires à cours des métaux courants). Au premier semestre 2009, la marge opérationnelle s'établissait à 110 millions d'euros, soit 5,3 % du chiffre d'affaires à cours des métaux constants (et 4,4 % du chiffre d'affaires à cours des métaux courants).

L'EBITDA (marge opérationnelle avant dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles) s'élève à 150 millions d'euros au premier semestre 2010 (7,1 % du chiffre d'affaires à métaux constants), contre 173 millions d'euros au premier semestre en 2009 (8,3 % du chiffre d'affaires à métaux constants).

(1) Pour neutraliser l'effet des variations des cours des métaux non ferreux et mesurer ainsi l'évolution effective de son activité, Nexans établit également son chiffre d'affaires à cours du cuivre et de l'aluminium constants (cuivre : 1 500 euros/tonne ; aluminium : 1 200 euros/tonne).



Compte tenu de la poursuite au cours des premiers mois de l'année 2010 de la hausse des prix des métaux non ferreux, l'effet stock-outil s'établit à + 50 millions d'euros (net des impacts de réduction du stock-outil, cf. § 1.1.2 Activités non allouées) contre une charge comptable de 41 millions d'euros (sans contrepartie de trésorerie) au premier semestre 2009. En effet, la valorisation des stocks au prix unitaire moyen pondéré de fin de période conduit à constater en comptabilité, l'impact du décalage temporaire entre le cuivre réellement consommé et le cuivre qui est implicitement affecté à la commande par le biais des couvertures. La poursuite de l'application du principe du LIFO (*Last In First Out* – en vigueur jusqu'en 2004 avant la transition aux normes IFRS) aurait conduit à ne pas constater les charges ou produits induits liés à ce décalage dans le temps.

Le résultat avant impôt des sociétés intégrées s'établit à 5 millions d'euros en 2010, contre une perte de 36 millions d'euros au premier semestre 2009. Ce résultat est impacté par une charge de restructuration de 56 millions d'euros comparable, à celle constatée mi-2009 (53 millions d'euros).

Compte tenu d'une charge d'impôt de 20 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'élève à - 17 millions d'euros au premier semestre 2010, contre - 57 millions au premier semestre 2009.

### 1.1.2 Analyse par métier

(Données de chiffre d'affaires par origine commentées à cours des métaux non ferreux constants)

## ÉNERGIE

Les ventes du métier Énergie ont atteint 1 743 millions d'euros au premier semestre 2010, en recul de 6,6 % par rapport au premier semestre 2009.

La reprise des activités Industrie par rapport à l'année dernière est confirmée notamment dans les segments les premiers touchés par la crise (+ 11,7 %). Cette forte croissance ne compense que partiellement une activité plus faible au premier semestre 2010 par rapport aux six premiers mois de l'année 2009 dans l'activité Bâtiment (- 15,9 % en organique) et dans une moindre mesure dans les Infrastructures d'énergie (- 8,9 %).

### Câbles d'Infrastructures d'énergie :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est inférieur de 8,9 % à périmètre et taux de change constants par rapport à celui du premier semestre 2009. Les trois premiers mois de l'année ont été impactés par de mauvaises conditions climatiques en Europe qui ont largement retardé le déroulement des chantiers des clients et donc la facturation (- 12,8 % par rapport à 2009). Le deuxième trimestre affiche un fort rebond avec une progression organique de 15,2 % par rapport au premier trimestre 2010 et ce dans l'ensemble des segments Transmission et Distribution.

Dans le domaine des **câbles haute tension** après un premier trimestre très faible marqué par un certain nombre de problèmes d'exécution de contrats liés à la charge excessive de l'usine d'Halden en câbles sous-marins, le second trimestre fait apparaître une progression voisine de 22,5 %.

Le chiffre d'affaires de l'activité haute tension sous-marine est quasi stable sur l'ensemble du semestre (- 2,2 % par rapport à 2009). La surcharge de l'usine principale d'Halden ainsi que quelques problèmes techniques fin 2009 et début 2010 ont conduit à replanifier certaines productions. Des actions ont été immédiatement prises pour remédier à cette situation.

Au premier semestre, les principaux contrats constitutifs du chiffre d'affaires concernent la fourniture et l'installation de câbles d'interconnexion de réseaux à l'exemple de la liaison haute tension à courant continu entre la péninsule ibérique et les îles Baléares (dans le cadre du projet COMETA), ou de l'interconnexion des réseaux finlandais et suédois (Fenno-Skan2). Ils comprennent aussi les projets d'équipement et de connexion des parcs éoliens offshore de Sheringham Shoal en Angleterre ou de Belwind en Belgique. À ces projets de câbles d'énergie, s'est ajoutée la livraison de différents câbles ombilicaux à l'image de celui destiné au champ gazier de Tambaù au Brésil.

Enfin, le carnet de commandes de cette activité continue d'offrir une très bonne visibilité avec une charge équivalente à près de dix-huit mois de chiffre d'affaires. Deux commandes significatives ont ainsi été prises au premier semestre. L'une de 64 millions d'euros qui permettra d'interconnecter l'île d'Eubée avec la région de l'Attique en vue du développement d'un projet de fermes éoliennes. L'autre d'un montant de 104 millions d'euros est destinée au remplacement de la liaison haute tension traversant le fjord d'Oslo installée depuis plus de trente ans.

En haute tension terrestre, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en progression organique de plus de 9 % par rapport à 2009.

L'activité reste soutenue à un niveau élevé et la charge est équilibrée entre les différentes usines, conformément au plan industriel mis en place depuis deux ans et visant à une plus grande mutualisation des capacités du Groupe.

Au premier semestre, les contrats constitutifs du chiffre d'affaires sont principalement des projets d'interconnexion au Moyen-Orient (Lybie Phase II, Qatar phase VIII, Al Saadyat à Abu Dhabi), auxquels s'ajoute un courant d'affaires régulier avec les opérateurs historiques en France, en Espagne ou en Belgique. En Australie, le projet remporté en 2009 pour la fourniture d'un câble destiné à alimenter la plus grande station de désalinisation d'eau de mer en construction dans l'État de Victoria a permis de charger l'usine de Tottenham.

Les commandes signées au premier semestre 2010, ainsi que les récentes réponses aux nouveaux appels d'offres permettent d'afficher un carnet de commandes équivalent à seize mois de chiffre d'affaires, et d'assurer une charge totale pour 2010 des trois principales usines haute tension du Groupe. Le Groupe a ainsi remporté au cours du premier semestre 2010, deux nouveaux contrats d'une taille très significative au Moyen-Orient : un contrat clé en main de 90 millions d'euros portant sur la réalisation du premier système de câble extra-haute tension fonctionnant à 400 kV pour DEWA à DUBAÏ, et un contrat de 73 millions d'euros dans le cadre d'un projet clé en main de modernisation de l'infrastructure énergétique à Abu Dhabi.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les **câbles moyenne/basse tension** est en recul de 16,4 % à taux de change et périmètre constants par rapport au premier semestre 2009. Les baisses ont été plus particulièrement marquées au cours du premier trimestre dans les zones Amérique latine et Asie. En Europe, la baisse a été plus modérée (- 10,0 % sur le premier semestre). Le deuxième trimestre 2010 montre cependant un net redressement par rapport au premier trimestre 2010 (+ 10,6 %).

En Europe, les ventes ont connu un début d'année difficile, avec des conditions météorologiques particulièrement défavorables, notamment en Europe du Nord (Suède, Norvège, Allemagne). Au deuxième trimestre, même si les travaux des opérateurs ont repris, entraînant une reprise des commandes de câbles, les marchés sont restés relativement atones. La concurrence reste soutenue dans de nombreux pays, y compris dans le nord de l'Europe. La France, tirée par la poursuite du plan d'investissements d'ERDF et par un développement des ventes à l'exportation (Ghana) continue de voir son chiffre d'affaires

croître. L'Italie a bénéficié d'une commande exceptionnelle d'ENEL dans le cadre du plan de relance italien, mais cette commande ponctuelle n'a pas permis de pérenniser le site de Latina dont le projet de fermeture a été annoncé fin mai. L'Espagne enregistre une baisse très significative de son activité par rapport au premier semestre 2009, confirmant la décroissance générale de ce marché, aggravée par la décision de l'État de réduire ses aides au développement des énergies renouvelables (Éolien). Le marché britannique affiche aussi un fort recul en raison d'un contexte de prix toujours très concurrentiel. Les marchés d'exportation (Afrique, Russie, Moyen-Orient) restent pénalisés par le manque de financements et la situation surcapacitaire dans certains pays.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires à taux de change constant est en retrait de 15,8 % sur le premier semestre 2009, avec une progression toutefois supérieure à 18,5 % d'un trimestre à l'autre.

La demande de câbles d'infrastructures au Canada marque un ralentissement après les investissements importants réalisés en 2009 en prévision des jeux Olympiques. Aux États-Unis, la faiblesse récurrente du marché résidentiel continue à peser sur les volumes de câbles de distribution qui accusent une baisse supérieure à 30 %. L'impact pour le Groupe reste toutefois limité suite à la fermeture au premier trimestre 2009 de l'usine de Québec.

En Asie-Pacifique, à périmètre et taux de change constants, les ventes sont en retrait de 24,1 % par rapport au premier semestre 2009. Le deuxième trimestre 2010 enregistre quant à lui une progression de 18,4 % par rapport au premier trimestre.

En Australie, les ventes sont en net retrait (- 27,7 %) par rapport à celles de l'an passé dans un marché de plus en plus ouvert dans certaines provinces à des importations d'entrée de gamme en provenance de pays à bas coûts de production (Chine et ASEAN). Par ailleurs, la faiblesse du marché résidentiel pénalise les câbles enterrés de réseaux de distribution basse tension.

En Corée, les ventes du premier semestre ont été faibles (- 27,9 %) en raison notamment d'une concurrence forte sur le marché domestique renforcée par la crise de la construction.

Dans la Zone MERA, la progression des ventes a été forte au premier semestre 2010 (+ 16,9 % par rapport au premier semestre 2009) essentiellement grâce au démarrage des ventes réalisées à partir de la nouvelle unité russe.

Au Maroc, les ventes ont baissé de 13 % en raison du recul des achats de l'opérateur national et du ralentissement des grands projets d'infrastructures touristiques, mais l'unité poursuit le développement de ses ventes vers l'Afrique de l'Ouest.

En Égypte, les ventes sont en retrait par rapport à 2009 de 18,4 %. Dans un contexte de concurrence accrue au Moyen-Orient, les ventes de câbles d'infrastructure pour les réseaux de distribution moyenne tension sont en forte diminution. Une partie de cette baisse est toutefois partiellement compensée par le développement des infrastructures de transmission d'énergie par câbles haute tension.

Le Liban a été temporairement pénalisé par le report de certaines commandes de l'opérateur national. Les perspectives de ce marché ainsi que l'évolution de la demande intérieure devraient compenser la baisse des exportations.

En Amérique du Sud, la baisse des ventes a été particulièrement marquée au premier semestre 2010 (- 41,4 %). La tendance constatée fin 2009 est confirmée avec un report en chaîne des grands projets de développement des infrastructures en lignes aériennes au Brésil. Cette situation a conduit le Groupe à décider la fermeture de l'usine de Lorena avec un transfert des lignes de production conservées vers les sites d'Americana (São Paulo) et de Rio de Janeiro. Dans le domaine des câbles isolés de distribution, les niveaux d'activité progressent régulièrement malgré des conditions de marché très concurrentielles.

Au Pérou, le chiffre d'affaires progresse de 3,9 % en raison d'une bonne tenue de la demande sur le marché domestique.

Le chiffre d'affaires en **Accessoires d'énergie** progresse au premier semestre de 2,7 % à périmètre et change constants par rapport à 2009 sous l'effet du redéploiement de ces activités vers de nouveaux marchés et la reprise des volumes chez certains clients. Le marché espagnol, débouché important du Groupe avant la crise, reste toutefois toujours très difficile.

### **Câbles Industriels :**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 progresse de 11,7 % à taux de change constant par rapport à celui du premier semestre 2009, confirmant une nette tendance à l'amélioration trimestre après trimestre.

Les activités de câbles et faisceaux pour le marché automobile sont d'importants contributeurs à cette progression. Le ferroviaire, l'aéronautique et les câbles à forte valeur ajoutée pour les projets « offshore » confirment leur bonne tenue tandis que la robotique ou les câbles pour l'industrie minière (après une année 2009 très difficile) entament un redressement.

Le chiffre d'affaires de **l'activité faisceaux** poursuit au premier semestre 2010 le rebond engagé dès mi-2009. Le chiffre d'affaires progresse de plus de 50 % sur le premier semestre 2010. La demande des principaux clients est soutenue, tant en Allemagne pour l'automobile, qu'aux États-Unis pour les camions et les prévisions sont en constante amélioration. Aux États-Unis notamment, le Groupe voit sa part de marché progresser en raison de la rationalisation de leurs fournisseurs menée par les grands constructeurs automobiles.

Au premier semestre 2010, l'activité confirme son retour aux bénéfices.

Les ventes de **câbles spéciaux pour applications industrielles** progressent de 3,7 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009, à périmètre et taux de change constants. Depuis le troisième trimestre 2009, l'amélioration est perceptible trimestre après trimestre : + 4,8 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2009, puis + 6,9 % au deuxième trimestre sur le trimestre précédent.

En Europe, le premier semestre 2010 est en léger retrait par rapport à 2009 (- 2,5 %), mais en net progrès par rapport à la deuxième partie de 2009 (+ 12,6 %). Les évolutions sont contrastées selon les segments.

Le marché des câbles automobiles a connu un fort rebond au cours de ce premier semestre, obligeant les usines à réagir rapidement pour adapter leurs capacités de production à la demande et aux exigences de délais courts des clients (Suède). Le marché de la machine outil repart progressivement mais dans un contexte de prix plus concurrentiel. L'Italie et l'Allemagne reviennent progressivement à l'équilibre sous l'effet du retour des volumes, bénéficiant aussi largement des effets positifs des plans d'adaptation conduits l'an dernier.

Le secteur du ferroviaire poursuit sa croissance ininterrompue pendant la crise, tiré par des fondamentaux très favorables. Une reprise commence à se faire sentir aussi sur les marchés du nucléaire et de la pétrochimie avec des appels d'offres plus nombreux et le retour des grands projets. Des commandes importantes à l'export ont été signées (pour la Chine et la Slovaquie) dont certaines pour livraison dès 2010. Les marges restent tendues.

Le secteur de la construction navale en Europe reste par contre difficile.

En Asie, les ventes ont progressé de 24,5 % à périmètre et taux de change constants. En Corée, le chiffre d'affaires progresse de 23,2 % soutenu par les marchés d'exportation singapouriens de l'offshore et des projets à destination de la Russie notamment dans le domaine des nouveaux câbles résistant au froid « ICEFLEX ». Dans le domaine des câbles pour l'automobile, les ventes ont doublé par rapport au premier semestre 2009.



Par contre, le marché de la construction navale est en retrait. Le manque de charge de certains chantiers navals accroît la pression sur les prix. La Corée est par ailleurs pénalisée par le renforcement de sa devise.

En Chine, le chiffre d'affaires progresse de 69 % au premier semestre 2010. Cette croissance repose sur le développement des câbles destinés au marché du ferroviaire, objet d'investissements publics conséquents en Chine. Les câbles destinés à la construction navale progressent par rapport à l'an passé, mais la baisse des marchés à l'exportation limite les possibilités de développement.

En Australie, enfin, les ventes ont atteint un point bas au premier semestre 2010 (- 20,1 % par rapport au premier semestre 2009), en phase avec l'évolution générale du marché. Les cotations ont néanmoins repris au cours des dernières semaines et une amélioration est attendue au deuxième semestre.

Dans la Zone MERA, les ventes au premier semestre 2010 ont augmenté de + 78,1 % à périmètre et taux de change constants. Le Maroc affiche un triplement de ses ventes par rapport au premier semestre 2009 en raison de la forte demande des constructeurs automobiles et du développement des ventes de câbles pour le marché aéronautique. En Turquie, la faible demande en câbles d'instrumentation pour les industries pétrolières et la construction navale a été compensée par la progression des ventes de câbles d'énergie pour les marchés d'exploitation du gaz.

En Amérique du Sud, à périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier semestre recule de 41,2 % en 2010 par rapport à 2009.

Au Brésil, l'activité reste faible depuis mi-2009. Après avoir terminé les contrats alors en cours dans le secteur des plates-formes pétrolières, l'activité est restée atone. Les perspectives semblent s'améliorer au regard de l'augmentation du nombre de cotations. Une première commande significative a été prise sur le marché des ombilicaux au premier trimestre, elle sera livrée à partir de l'usine norvégienne de Halden.

Au Chili, les ventes progressent de 11,1 % sur le semestre. Les investissements reprennent dans le secteur minier, mais la concurrence reste très forte.

Les ventes de **câbles électroniques pour l'industrie** sont en recul de 7,5 % par rapport au premier semestre 2009 à taux de change constant.

En Europe, l'activité qui concerne essentiellement la production de câbles pour le domaine de l'aéronautique, est pratiquement stable. Aux États-Unis, l'usine d'Elm City affiche des ventes en repli de 16,0 % par rapport à 2009.

Les ventes de la Chine ont diminué de 9,0 % au premier semestre 2010 en raison de la moindre demande des grands équipementiers télécom.

### *Câbles Bâtiment :*

Au premier semestre 2010, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires inférieur de 15,9 % à taux de change et périmètre constants par rapport à 2009. L'arrêt de l'activité bâtiment en Allemagne et la fermeture du site de Vacha ont contribué pour environ un tiers à cette baisse.

Le deuxième trimestre de 2010 affiche une progression de 6,7 % à change constant par rapport au premier trimestre 2010. Cette hausse concerne toutes les zones sauf l'Europe qui continue à afficher un léger recul (- 1,6 %) au deuxième trimestre 2010 par rapport au premier.

En Europe, les ventes ont reculé de 21,0 % à fin juin 2010 par rapport au premier semestre 2009. Une partie de cette baisse s'explique par le retrait du Groupe du marché allemand en 2009 en raison de ses niveaux de prix structurellement bas. Corrigé de cet impact, le recul se limiterait à 13,3 %.

La rentabilité de l'activité bâtiment s'est dégradée en raison de cette absence de volumes et des tensions sur les prix de vente. L'arrêt de l'usine de Vacha en Allemagne et les autres mesures prises en 2009 sur tous les sites permettent néanmoins de contenir cette dégradation dans un marché extrêmement sinistré.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires est en baisse de 21,1 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009. Le deuxième trimestre 2010 affiche une progression de 12,6 % par rapport au premier trimestre 2010.

Sur le marché canadien, les positions du Groupe restent solides grâce à la poursuite d'une politique de marges au détriment des volumes. La forte volatilité des prix du cuivre a conduit les distributeurs à maintenir leurs stocks à un niveau très bas. Aux États-Unis, le marché est toujours caractérisé par une pression concurrentielle forte et des volumes qui restent à des niveaux historiquement bas.

En Australie, les ventes de câbles destinés au marché des distributeurs et grossistes ont diminué de 34,8 % au premier semestre 2010, touchées beaucoup plus tardivement par la crise. Le premier trimestre a été particulièrement faible en 2010 sous l'effet de la perte de parts de marché auprès d'un des principaux distributeurs et de la forte croissance des importations. Une partie des volumes a été récupérée au deuxième trimestre qui enregistre une progression de 20,4 % à change constant par rapport aux trois premiers mois de l'année. Le programme de restructuration engagé en 2009 sur le site de Lilydale a permis de mieux résister à cette conjoncture difficile.

Dans la zone MERA, les ventes sont en croissance de 7,2 % au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009.

Le Liban a réalisé un chiffre d'affaires en croissance de 10,3 %, porté par la demande liée à la reconstruction du pays.

La Turquie, après avoir connu au quatrième trimestre 2009, un ralentissement marqué sur le marché domestique et une forte pression sur les prix, s'est réimposée sur son marché, mais sans pouvoir néanmoins retrouver les niveaux antérieurs.

Le Maroc a réalisé un chiffre d'affaires en léger retrait (- 1,9 %) au premier semestre 2010 dans un contexte de concurrence accrue. Pour compenser cette tendance défavorable, l'unité a engagé un redéploiement géographique de ses activités de distribution tant au Maroc (ouverture de centres de distribution à Tanger, à Marrakech et à Fès) qu'en Afrique (Sénégal).

En Amérique du Sud, les évolutions sont contrastées suivant les pays, mais montrent globalement une croissance organique de 15,6 % au premier semestre 2010.

Au Brésil, le chiffre d'affaires progresse de 68,4 % au premier semestre 2010 sous l'impulsion des programmes gouvernementaux d'aide à la construction de logements sociaux. Les distributeurs ont arrêté leur déstockage et reprennent leurs commandes à un niveau normal.

Le Chili bénéficie de l'impact des reconstructions suite au tremblement de terre en février. Au Pérou, la demande est restée forte, soutenue aussi par les programmes de logements sociaux et par la vente de câbles sans halogène pour l'équipement des bâtiments publics.

En Colombie, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en recul de 14,3 % en raison notamment d'un premier trimestre très faible.

**La marge opérationnelle du métier Énergie** s'élève à 76,2 millions d'euros au premier semestre 2010, soit 4,4 % du chiffre d'affaires à cours des métaux constants, contre 118 millions d'euros au premier semestre 2009 (6,7 % du chiffre d'affaires à cours des métaux constants).

La réduction du taux de marge opérationnelle est due à l'effet combiné de plusieurs facteurs :

- Un très faible niveau d'activité au premier trimestre, en partie lié à des conditions climatiques particulièrement défavorables,
- Une pression sur les marges dans un contexte économique marqué par un retour des volumes encore incertain, couplée à un renchérissement du coût de certaines matières et notamment les dérivés des produits pétroliers entrant dans la composition des matières d'isolation,
- Des à-coups dans la reprise qui exigent une grande flexibilité de l'outil industriel,
- Des difficultés de réalisation sur certains contrats dans l'activité haute tension sous marine qui ont privé le Groupe au premier semestre d'une partie du potentiel de cette activité.

Le marché des **Infrastructures d'énergie** dégage un taux de marge opérationnelle de 6,8 % en 2010, contre 9,3 % au premier semestre 2009 en raison des difficultés rencontrées dans les **activités de haute tension sous marine** et de la faiblesse des volumes **en câbles moyenne tension** qui a conduit à une moindre absorption des frais fixes. Cette situation a conduit le Groupe à poursuivre comme prévu son programme de restructuration avec l'annonce des fermetures des usines de Lorena au Brésil et de Latina en Italie. Enfin, la rentabilité des **câbles industriels** s'améliore progressivement. Le taux de marge opérationnelle est de 1,6 % au premier semestre 2010 alors qu'il était légèrement supérieur à l'équilibre en 2009. Dans les câbles spéciaux, les activités fortement négatives en 2009 en Allemagne et en Italie reviennent globalement à l'équilibre, mais la faiblesse persistante de certaines activités françaises efface l'impact de cette amélioration.

Les câbles pour **le Bâtiment** ont dégagé un taux de marge opérationnelle de 2,1 %, contre 6,2 % au premier semestre 2009 et 4,3 % au second semestre. La baisse des frais fixes (- 5,6 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009, à change constant) suite aux restructurations engagées en 2009 n'a pas permis de compenser pleinement l'impact de la baisse des prix liée à la pression concurrentielle exercée par certains acteurs européens de plus petite taille et des conditions de marché toujours très difficiles aux États-Unis.

## TÉLÉCOM

Les ventes de câbles télécom se sont élevées à 206 millions d'euros en 2010, en baisse de 5,2 % à périmètre et change constants par rapport à 2009. La forte baisse des câbles d'infrastructures contraste avec le redressement du marché des câbles pour réseaux locaux.

### *Infrastructures télécoms :*

Les ventes ont diminué de 18,2 % à taux de change et périmètre constants au premier semestre 2010.

L'Europe, qui représente plus de 80 % des ventes du Groupe sur ce marché, a enregistré une baisse de chiffre d'affaires de 20,5 % par rapport au premier semestre 2009.

Dans le domaine des câbles Télécom cuivre pour lequel le Groupe conserve une offre de complément de gamme auprès de certains opérateurs historiques, tous les pays sont en retrait et les deux trimestres sont également faibles.

Dans le domaine des câbles à fibre optique, le premier semestre a été marqué par de nombreux reports de projets par manque de financements, et pénalisé par l'incertitude sur les modalités de partage des investissements entre opérateurs historiques et alternatifs. Le deuxième trimestre semble néanmoins annoncer l'amorce d'une reprise de l'installation des boucles locales, notamment en Suède et en Norvège où le chiffre d'affaires à change constant a progressé respectivement de 25,3 % et de 16,7 % par rapport au premier trimestre 2010.

En Asie (Corée et Vietnam), la progression est supérieure à 45 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009. Sur les marchés cuivre, comme en Europe, les ventes sont en forte réduction alors que sur la fibre, le Groupe retrouve en Corée, une part de marché significative auprès de l'opérateur national.

En Amérique du Sud, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en retrait de 5,8 % par rapport à 2009. Au Brésil (en baisse de 10,2 %) et au Pérou (en baisse de 8,2 %), le Groupe n'a pas suivi les baisses de prix demandées par les opérateurs nationaux dans le cadre du renouvellement de leurs contrats d'approvisionnement. En câbles à fibre optique, le chiffre d'affaires progresse de façon significative en Argentine (+ 24%).

### *Réseaux locaux :*

Au premier semestre 2010, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires en progression organique de 6,4 %. Après une première partie de l'année 2009 en fort retrait, le rebond initié au deuxième semestre se confirme en 2010, avec une progression constante trimestre après trimestre.

En Europe, après un démarrage difficile, le deuxième trimestre affiche une progression séquentielle de 7,4 %. À fin juin, le recul s'élève à 3,9 % par rapport à 2009. La reprise des ventes de systèmes se confirme au deuxième trimestre (notamment au Royaume-Uni). En revanche, les ventes de câbles, dont le principal site de production en France a fait l'objet d'un plan d'adaptation finalisé en début d'année, continuent à rester très faibles. Les nombreux projets de centres de données pour des grands groupes privés (financiers et industriels) poursuivent leur développement de manière satisfaisante en Europe de l'Ouest et devraient soutenir la demande dans les mois à venir.

Aux États-Unis (55 % des ventes du segment), les ventes du premier semestre 2010 affichent une progression de 21,3 % par rapport au premier semestre 2009. Le premier semestre 2009 avait été particulièrement affecté par des opérations de déstockage engagées par la distribution. En 2010, cet effet est effacé et l'activité se maintient à un bon niveau malgré la crise du bâtiment. L'activité bénéficie du positionnement du Groupe sur les produits à haute valeur ajoutée tant dans les câbles cuivre (10Gbit) que fibre optique.

En Asie, le chiffre d'affaires est en recul de 9,0 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009. En Chine, l'évolution vers une offre produits et systèmes à plus forte valeur ajoutée a permis de dégager une croissance de 14,0 % à fin juin 2010 par rapport à fin juin 2009.

Par contre, en Corée, les activités sont en recul en raison notamment de l'arrivée sur le marché de capacités complémentaires de production.

En Turquie, au premier semestre 2010, les ventes de câbles LAN vers l'Europe (notamment au Royaume-Uni) enregistrent une progression de 2,6 % par rapport à 2009.

Au Brésil, le chiffre d'affaires est en baisse de 26,7 % au premier semestre 2010 par rapport à 2009 en raison de la décision du Groupe de ne pas suivre la baisse des prix sur certains appels d'offres.

**La marge opérationnelle du métier Télécom** s'élève à 9,6 millions d'euros au premier semestre 2010, soit 4,7 % du chiffre d'affaires à cours des métaux constants, contre 6 millions d'euros soit 2,9 % du chiffre d'affaires à cours des métaux constants en 2009.

Les **Infrastructures télécoms** sont à l'équilibre sous l'effet de la faiblesse généralisée des volumes tant pour les réseaux cuivre qu'optique. Inversement, la marge opérationnelle des **Réseaux locaux** atteint 6,7 % à fin juin 2010 alors qu'elle était voisine de zéro en juin 2009, grâce à l'amélioration de l'activité en Amérique du Nord et aux réductions de coûts opérées en 2009.

## FILS CONDUCTEURS

Les ventes de Fils Conducteurs s'élèvent à 137 millions d'euros au premier semestre 2010. À taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires progresse de 12,1 % par rapport au premier semestre 2009.

Fil machine, le chiffre d'affaires progresse de 9,5 % à périmètre et change constants sur le premier semestre 2010.

En Europe, l'outil industriel est maintenant optimisé. Les ventes externes restantes sont marginales (6 millions d'euros à fin juin). La fermeture du site de Chauny (coulée continue et tréfilerie) fin 2009 et la redistribution des volumes sur les autres sites en France et en Allemagne contribuent à une amélioration significative de la rentabilité qui redevient positive.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires croît de 23,8 % avec des bons niveaux de marge.

Fils Conducteurs nus, les ventes progressent de 11,9 % à taux de change constant.

En Allemagne, le chiffre d'affaires progresse de 42,6 % du fait du redémarrage du secteur automobile auquel sont destinés une partie de ses fils conducteurs spéciaux.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires progresse aussi de 10,5 % grâce à la demande des câbleurs britanniques dont la compétitivité a été renforcée par la faiblesse de la Livre sterling face à l'Euro.

Fils émaillés, l'activité brésilienne connaît une amélioration de ses ventes de 32,8 % au premier semestre portée par le redémarrage de la consommation dont ont profité les secteurs de l'électroménager et de l'automobile.

**La marge opérationnelle du métier Fils Conducteurs** est passée d'une perte de 2 millions d'euros au premier semestre 2009 à un résultat positif de 6,4 millions d'euros au premier semestre 2010 soit 4,7 % du chiffre d'affaires à métaux constants. Les activités européennes, largement restructurées, sont pour l'essentiel à l'origine de cette forte progression des marges.



## ACTIVITÉS NON ALLOUÉES

Les métiers supportent chacun une quote-part des coûts de fonctionnement de la Holding (appelés frais centraux) en proportion de leur niveau d'activité.

Par ailleurs, certains produits ou dépenses ne sont pas directement rattachables à une activité opérationnelle spécifique et à ce titre ne sont pas alloués au métier. Ainsi, en 2010 comme en 2009, le Groupe a supporté des charges exceptionnelles en liaison avec l'organisation de sa défense juridique suite aux enquêtes de concurrence initiées à son encontre et à celle d'autres producteurs de câbles. D'autre part, la fermeture de certains sites industriels et la poursuite avec succès en 2010 des efforts de réduction du besoin en fonds de roulement (notamment au travers d'une accélération de la rotation de ses stocks) ont permis au Groupe de réduire de façon significative son stock-outil. Cette réduction s'est traduite par un effet positif de 15,0 millions d'euros au niveau de la marge opérationnelle en 2010 dont la contrepartie se trouve sur la ligne « stock-outil » du résultat opérationnel. Le stock-outil est en effet retenu à sa valeur historique au niveau de la marge opérationnelle, plus basse que sa valeur de revente. (Voir note 1.i. de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009).

Au premier semestre 2010, la marge opérationnelle des activités non allouées s'établit à - 9 millions d'euros, comparativement à - 11 millions d'euros au premier semestre 2009.

### 1.2 Autres éléments des comptes consolidés

#### 1.2.1 Effet stock-outil

L'effet stock-outil au 30 juin 2010 est positif de 50 millions d'euros (net des impacts de réduction de volume, cf. §1.1.2 Activités non allouées) alors qu'il était positif de 18 millions d'euros au 31 décembre 2009 et négatif de 41 millions d'euros au 30 juin 2009.

Cet effet correspond à l'impact mentionné plus haut (paragraphe 1.1.1 Évolution des résultats) de la valorisation du stock-outil au coût moyen pondéré.

L'effet stock-outil est exclu du calcul de la marge opérationnelle, dans laquelle les variations de stocks sont comptabilisées sur la base du coût de remplacement conformément aux principes de gestion du Groupe qui couvre le prix du métal contenu dans le câble vendu au client.

#### 1.2.2 Dépréciations d'actifs nets

Le Groupe procède au cours du quatrième trimestre de chaque année à une revue de la valorisation de ses goodwill, ainsi que de ses actifs corporels et incorporels, sur base de données prévisionnelles à moyen terme actualisées pour les différentes entités opérationnelles.

Dans le cadre de l'arrêté de ses comptes intérimaires au 30 juin 2010, Nexans a procédé à une revue des principaux enjeux de dépréciation en enrichissant les données prévisionnelles de l'exercice précédent des réalisations des premiers mois 2010 et pour les Unités Génératrices de Trésorerie considérées comme sensibles, d'un réajustement des tendances à moyen terme.

Cet exercice a conduit à comptabiliser une charge sur le premier semestre 2010 de 26 millions d'euros qui correspond principalement à une dépréciation limitée de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) « Australie » regroupant les activités de Nexans en Australie et en Nouvelle-Zélande. La progression sensible des importations sur le marché australien en provenance de pays à bas coûts qui s'est accompagnée pour Olex de pertes de parts de marché auprès d'un certain nombre de clients eux-mêmes de plus en plus concurrencés et ce, de manière durable, ont conduit le Groupe à déprécier une partie de la valeur affectée à son portefeuille clients qui avait fait l'objet d'une valorisation spécifique au moment de l'acquisition (voir Note 6 des États financiers consolidés intermédiaires résumés).

Sur le premier semestre 2009, cet exercice de revue avait conduit à comptabiliser une charge nette de 8,7 millions d'euros dont l'essentiel portait sur la dépréciation partielle de l'activité « Faisceaux », fortement impactée par la crise du marché automobile ainsi que sur les investissements de maintenance des activités du Groupe déjà intégralement dépréciées (dont essentiellement la métallurgie).

### **1.2.3 Restructurations**

Les charges de restructurations se sont élevées à 56 millions d'euros au premier semestre 2010 (voir détail des coûts en note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés du premier semestre 2010), contre 53 millions d'euros au premier semestre 2009).

Cette charge correspond principalement à la constitution des provisions relatives aux projets de fermeture de deux usines de câble, opérant pour l'essentiel sur le marché des infrastructures d'énergie : Latina en Italie et Lorena au Brésil.

En Italie, l'activité du Groupe dans le domaine des câbles d'infrastructure n'a que rarement atteint l'équilibre malgré les diverses restructurations entreprises par le passé et les importants efforts financiers consentis. La poursuite de la baisse des volumes commandés par les opérateurs d'électricité, tant sur le marché local qu'à l'exportation, notamment en Espagne, n'a pas permis d'envisager d'autres alternatives que le projet de fermeture définitive du site. 155 personnes sont concernées par ce projet de fermeture. La production sera transférée vers d'autres usines du Groupe en Europe, et notamment à Battipaglia au sud de l'Italie, afin de préserver le niveau de service sur le marché domestique.

Au Brésil, la très forte baisse du marché des lignes aériennes, principale production de l'usine de Lorena, ainsi que la surcapacité du Groupe en lignes Cuivre due aux unités acquises en 2008 au groupe Madeco ont conduit à poursuivre la rationalisation des capacités. Ainsi, les productions seront regroupées sur 2 sites, sans perte de couverture des marchés actuels. 291 personnes sont concernées par cette fermeture.

Enfin 6 millions d'euros de charges correspondent à des dépenses courantes de fermeture consécutives aux activités arrêtées en 2009, notamment en France.

En 2010, comme en 2009, tous les plans seront accompagnés de mesures sociales négociées avec les instances représentatives du personnel afin d'en réduire les conséquences pour les salariés concernés.

### **1.2.4 Variation de la juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux**

Le Groupe utilise des contrats d'achat et vente à terme conclus pour l'essentiel sur la Bourse des Métaux de Londres (LME) pour couvrir son exposition au risque de fluctuation des cours des métaux non ferreux (cuivre, aluminium et, dans une moindre mesure, plomb).

La forte volatilité des cours des métaux non ferreux a conduit le Groupe à se doter des moyens permettant de qualifier de « couverture de flux de trésorerie », au sens de la norme IAS 39, une part importante de ces instruments financiers dérivés. Ainsi, lorsque ces instruments couvrent des transactions futures hautement probables (achats de cathodes de cuivre notamment), mais non encore facturées, et dans la mesure où ils remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, ils suivent un traitement similaire à celui des instruments de change qualifiés en comptabilité de couverture de trésorerie : la part dite « efficace » du gain ou de la perte latente de l'instrument de couverture est comptabilisée directement en capitaux propres, alors que la part « inefficace » est comptabilisée sur la ligne

« Variation de juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux ». Les profits ou pertes préalablement comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'élément couvert (c'est-à-dire l'achat de cathodes de cuivre par exemple) affecte le résultat.

À fin juin 2010, seules quelques unités ne remplissent pas encore les conditions permettant de qualifier leurs dérivés en instruments de couverture. Pour ces dernières, l'impact de la variation de la juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux est reporté sur la ligne « Variation de juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux » du compte de résultat.

### **1.2.5 Plus et moins-values sur cession d'actifs**

Ce poste affiche une plus-value de 2 millions d'euros correspondant pour l'essentiel au gain réalisé sur la cession au premier trimestre de l'activité de production de batteries de Nexans Maroc.

### **1.2.6 Résultat financier**

La charge financière nette totale s'élève à 40 millions d'euros au premier semestre 2010, contre 48 millions d'euros au premier semestre 2009.

Le coût de l'endettement net a augmenté de 4 millions d'euros en raison de la décision du Groupe de poursuivre l'allongement de la maturité de sa dette avec l'émission en juin 2009, d'une nouvelle OCEANE 2016 (voir note 24 des états financiers au 31 décembre 2009).

Les autres charges financières sont en baisse de 13 millions d'euros, en raison de gains de change.

### **1.2.7 Impôts**

Au premier semestre 2010, la charge d'impôt s'élève à 20 millions d'euros, contre 19 millions d'euros au premier semestre 2009. La charge d'impôt est fortement impactée par la non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés sur les pertes encourues au premier semestre 2010 dans certains pays notamment au titre des charges de restructuration. Le taux effectif d'impôt sur les entités bénéficiaires au 30 juin 2010 s'élève à 17,6 %, contre 21,4 % au 31 décembre 2009.

### **1.2.8 Principaux flux financiers de la période**

Sur le premier semestre 2010, Nexans a dégagé une capacité d'autofinancement opérationnelle de 95 millions d'euros. Celle-ci a notamment permis de financer des dépenses d'investissements nettes de 54 millions d'euros ainsi que le paiement du dividende Groupe de 28 millions d'euros. Le montant des charges de restructurations ayant donné lieu à décaissement sur les six premiers mois de l'année 2010 est de 32 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement net au 30 juin 2010, augmente de 148 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 essentiellement sous l'effet de l'augmentation des prix des métaux non ferreux et de l'impact de la légère reprise de l'activité au cours du deuxième trimestre 2010. Le besoin en fonds de roulement opérationnel moyen (clients, stock et fournisseurs) du deuxième trimestre 2010 représente 18,3 % du chiffre d'affaires annualisé du trimestre de référence, contre 19,8 % pour la période du quatrième trimestre 2009.

Au total, l'endettement net du Groupe s'élève à 277 millions d'euros au 30 juin 2010, en réduction de 35 millions d'euros par rapport au 30 juin 2009, mais en augmentation de 136 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 sous l'effet notamment de la hausse des prix du cuivre.

## 1.2.9 Bilan

Le bilan au 30 juin 2010 fait apparaître :

- des capitaux propres part du Groupe de 1 973 millions d'euros, en hausse de 97 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009, en raison principalement d'écarts de conversion sur le change positifs ;
- une dette nette de 277 millions d'euros avec un « gearing » (dette nette/capitaux propres totaux) de 13,7 % ;
- un besoin en fonds de roulement de 1 056 millions d'euros ;
- des provisions pour risques et charges (y compris les provisions pour pensions) de 502 millions d'euros en augmentation de 12 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 du fait essentiellement des provisions pour restructuration ;
- un actif immobilisé, hors impôts différés actifs, de 1 783 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 1 693 millions d'euros au 31 décembre 2009. Le poste « goodwill » est en augmentation de 33 millions d'euros du fait d'un effet devise. Concernant les activités câbles de Madeco, le montant de la survaleur reste soumis à ajustement final sur la base de l'arrêté comptable au 30 septembre 2008. En effet, le 9 juillet 2009, Madeco a notifié Nexans de sa décision d'initier une procédure d'arbitrage en rapport avec l'ajustement du prix ; le montant contesté par Madeco est inférieur à 30 millions USD.

## 1.2.10 Autres faits marquants du premier semestre

### PLAN D'ACTIONNARIAT SALARIÉ ACT 2010

Nexans a annoncé le 10 février 2010 la mise en œuvre d'une nouvelle opération d'actionnariat salarié avec une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe portant sur un maximum de 500 000 titres. Ce plan repose sur une formule structurée dite « à effet de levier », permettant aux salariés de souscrire à un cours préférentiel décoté tout en offrant une garantie du montant investi ainsi qu'un multiple de la performance éventuelle du titre. Les actions sont indisponibles pour une durée de cinq ans, sauf cas de déblocage anticipé.

Dans les pays où l'offre de parts de FCPE à effet de levier soulevait des difficultés juridiques ou fiscales, une formule alternative a été proposée comportant l'attribution de Stock Appreciation Rights (SAR). Les engagements pris par les employeurs locaux au titre des SAR font l'objet d'une couverture financière financée par le biais d'une augmentation de capital réservée à la Société Générale, banque structurante intervenant à la demande de Nexans. Le montant de cette augmentation de capital réservée sera fixé en fonction des souscriptions à la formule comportant des SAR et ne pourra en tout état de cause excéder 100 000 titres.

La période de réservation s'est tenue entre le 21 mai et le 7 juin 2010 (inclus) assortie d'une période de rétractation du 12 au 16 juillet 2010 (inclus). Le prix de souscription a été fixé le 9 juillet 2010 à 40,51 euros (soit une décote de 20 % par rapport à la moyenne des cours constatés durant les 20 jours de Bourse précédents). Le règlement-livraison des actions est prévu pour le 5 août 2010 et conduira à émettre 482 467 actions nouvelles pour un montant global de 19,5 millions d'euros.

La charge relative à ce plan (2 millions d'euros) a été comptabilisée sur le premier semestre 2010.

## 2. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

L'engagement des salariés du Groupe a permis de poursuivre les initiatives et les programmes d'actions engagés en 2009 en réponse à un environnement difficile. Les efforts de réduction des coûts et du besoin en fonds de roulement ainsi que les programmes d'amélioration de la performance opérationnelle de nos usines ont été renforcés. En parallèle, la rationalisation de notre outil industriel a été poursuivie avec l'annonce de deux nouveaux projets de fermeture de sites, un en Italie, l'autre au Brésil.

Dans le même temps, le Groupe a continué à investir dans les domaines clés que sont ses systèmes d'information.

Fin juin 2010, les salariés de Nexans ont montré leur confiance et l'attachement qu'ils portent au Groupe et à son avenir, en participant massivement à la quatrième augmentation de capital réservée aux salariés avec un taux de participation de 20,1 % et une progression de 53 % du nombre de salariés ayant souscrit par rapport à la précédente opération en 2008.

### **La maîtrise des coûts :**

Au premier semestre, plusieurs facteurs ont conduit les Achats à adapter leurs actions :

- Les variations des devises, qui ont demandé une forte réactivité pour ajuster le choix des fournisseurs en fonction de leur monnaie de facturation,
- Une tension sur la disponibilité de certaines matières premières plastiques : certains fournisseurs ont réduit leurs capacités en 2009 pour faire face à la baisse de la consommation. En 2010, ils se sont trouvés en sous-capacité lors d'une reprise des commandes, avec pour conséquence un impact sur les prix de marché. La stratégie passée de réduction des situations de monopole a permis à Nexans de faire face à cette nouvelle situation sans conséquence sur sa production, tout en limitant l'impact défavorable sur ses prix d'achat.

Par ailleurs, les Achats ont intensifié leurs efforts dans les domaines suivants :

- Adaptation de la politique d'approvisionnement en cuivre à la nouvelle organisation de la métallurgie au sein du Groupe,
- Intégration des pays d'Amérique latine et d'Asie, où les meilleures pratiques d'achat du Groupe sont progressivement mises en place, et des synergies intra et extra zone commencent à être dégagées,
- Poursuite de la recherche de nouvelles opportunités de réduction de coûts (fret ...),
- Mise en œuvre d'actions d'achats « verts » en coopération avec certains fournisseurs : certification PEFC (Programme de reconnaissance des certifications forestières) des tourets, compensation carbone des voyages. À ce titre, un nombre important de fournisseurs ont répondu favorablement à notre demande de signature de Charte RSE.

À ces initiatives portant sur les coûts variables de production, se sont ajoutés des efforts de réduction des frais fixes qui a permis d'enregistrer sur les six premiers mois de l'année 2010 une baisse de l'ordre de 3,3 % des frais fixes, à périmètre comparable par rapport au premier semestre 2009, soit une vingtaine de millions d'euros.



## **Le support aux opérations et la coordination industrielle :**

- Nexans Excellence Way : Le premier semestre 2010 a vu un développement rapide de Nexans Excellence Way. 41 sites sont maintenant impliqués dans le programme et l'amélioration des différents indicateurs de performance est sensible dans les zones pilotes où s'effectue le déploiement. De nombreux outils de formation et de communication ont été mis en place et un réseau de 7 champions de l'excellence industrielle anime le déploiement dans l'ensemble des zones.
- La Sécurité : Le déploiement du programme de réduction des accidents du travail a été poursuivi dans l'ensemble des unités du groupe. Au premier semestre 2010, le taux de fréquence des accidents du travail a été réduit de 32,6% par rapport au premier semestre 2009.
- La Certification des usines : Le Groupe a lancé un projet global de certification de ses usines en s'appuyant sur un bureau externe unique d'envergure internationale et sur une méthode homogène. Cette action permettra, outre l'optimisation des coûts, de déployer plus rapidement les bonnes pratiques développées dans les domaines de la qualité de l'environnement et de la sécurité.
- La Réduction des stocks : Le programme IRIS (*Inventory Reduction & Improved Services*) entre dans sa troisième année. La couverture de stock continue de baisser au niveau du Groupe (- 4,7 % à fin juin 2010 vs 30 juin 2009), malgré un contexte plus difficile dans la mesure où la plupart des clients ont eux-même significativement réduit leurs stocks. Cette situation demande une grande flexibilité de la part de la « supply chain ». Un programme de réduction des délais de production a été lancé dans plusieurs pays, en particulier sur des sites pilotes en France avec pour objectif de répondre à ces nouvelles exigences de nos clients.
- La Réduction des consommations matière : Les actions d'optimisation des consommations matière se poursuivent dans tous les sites. La réduction des déchets et des surconsommations sont, en particulier, pleinement intégrées dans le Nexans Excellence Way. À fin juin, le taux des surconsommations a été réduit de 6,5 % par rapport au premier semestre 2009. Des initiatives de formation ont été lancées sur des chantiers d'analyse de la valeur afin d'optimiser la conception de nos produits.
- Nouvelles usines : La Direction industrielle du Groupe a apporté son soutien au développement des projets de nouvelles usines au Qatar et en Inde. Dans les deux cas, l'objectif est de faire bénéficier ces unités du meilleur savoir-faire de Nexans aussi bien en terme technique qu'en matière d'excellence industrielle.

## **Le recours à des moyens informatiques optimisés :**

Le Groupe a poursuivi au premier semestre, le renforcement et l'optimisation de ses infrastructures informatiques. Il entend ainsi développer un centre de services partagés où pourront être centralisés l'ensemble des centres de données en Europe.

En vue de la préparation de la migration des applications SAP de la version 4.6c spécifique câbles à la nouvelle version ECC6.0, une équipe projet a été constituée. L'objectif affiché est de finaliser au second semestre, un *Core Model* qui sera ensuite déployé au sein des filiales. Ce projet très important inclut plusieurs pays comme la France, l'Allemagne, le Benelux, la Suisse, la Norvège, l'Espagne, la Grèce, la Corée et les États-Unis. La décision finale quant au planning de déploiement dans les différents pays sera prise au second semestre 2010.

## **Les principales difficultés rencontrées au premier semestre 2010 :**

Si les six premiers mois de l'année ont confirmé une stabilisation de l'activité par rapport au point bas atteint au quatrième trimestre 2009, le contexte opérationnel est resté difficile.

Le premier trimestre a été particulièrement pénalisé par des conditions climatiques très défavorables.

Les actions de restructuration ont dû être poursuivies et se sont traduites par l'annonce du projet de fermeture de deux nouvelles usines : Latina en Italie et Lorena au Brésil.

Par ailleurs, le Groupe a été confronté à des difficultés d'exécution sur plusieurs contrats de haute tension sous-marine en raison de plans de charge très serrés de l'usine d'Halden et des productions parfois complexes. Une remise à plat de l'organisation ainsi que le renforcement de certains processus industriels clés sont mis en œuvre et devraient permettre de revenir à une situation plus normalisée.

## **3. Orientations et perspectives pour le second semestre 2010**

---

Pour faire face à la poursuite d'une conjoncture toujours difficile et incertaine, le Groupe continuera à se mobiliser autour de quelques actions clés :

- vigilance sur l'évolution des prix de vente,
- poursuite des efforts de réduction du besoin en fonds de roulement en visant une réduction des niveaux de stocks supérieure à la baisse d'activité,
- optimisation de l'outil industriel afin d'absorber au mieux la baisse de la charge des usines et d'abaisser au maximum le point mort en faisant de l'excellence industrielle, un facteur de compétitivité accru pour le Groupe,
- fermeture de sites dans le cas où la situation concurrentielle du Groupe ne permettrait pas d'envisager un redressement à terme des activités concernées,
- lancement de quelques actions commerciales clés auprès des grands clients du Groupe.

Pour le second semestre, les ventes devraient s'inscrire en amélioration comparativement au premier semestre 2010. Sur ce même second semestre, la rentabilité opérationnelle devrait progresser compte-tenu de la non-répétition des éléments défavorables du premier trimestre, assurant à ce titre, pour l'année entière, un taux de marge opérationnelle d'environ 4,5 %. Il présente un potentiel de progression si les hypothèses commerciales retenues s'avéraient plus positives. Après un résultat net part du Groupe négatif de 17 millions d'euros au premier semestre 2010, le Groupe devrait redevenir bénéficiaire sur l'année. La dette nette devrait être inférieure en fin d'année par rapport à la situation au 30 juin 2010<sup>(1)</sup>.

## **4. Principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté**

---

La Société considère que les principaux risques identifiés dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2010 sous le numéro D.10-0232 (Document de Référence 2009) aux pages 35 à 42 et 173 à 183 n'ont pas changé de manière significative, et notamment les risques liés à l'enquête sur la concurrence.

(1) À cours des métaux au 31 décembre 2010 comparables à ceux du 30 juin 2010.

Les principales incertitudes pour le second semestre de l'exercice en cours concernent :

- L'évolution de la croissance économique au niveau mondial et notamment l'impact d'une poursuite d'une demande faible dans les câbles Bâtiment en Europe et en Amérique du Nord ainsi que l'absence de reprise franche dans les câbles spéciaux,
- Les conséquences négatives de ces évolutions sur le taux de charge des usines et la nécessité en cas de poursuite de cette détérioration de devoir engager des mesures de restructurations complémentaires,
- La confirmation d'une situation concurrentielle marquée qui pourrait se traduire par la poursuite d'une pression sur les prix et donc sur les marges,
- L'évolution des discussions en cours avec certains clients de contrats dans l'activité haute tension, pour lesquels des difficultés survenues en cours de réalisation nécessitent un accord préalable à la poursuite de l'avancement du projet ou à la prise définitive de possession des produits par le client,
- La capacité du Groupe (dans les activités où les carnets de commandes sont réduits) à transformer en commandes fermes à des niveaux de marge satisfaisants, une activité de cotation soutenue.

## 5. Transactions entre les parties liées

---

La Société considère que les principales transactions avec les parties liées n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le Document de Référence 2009 aux pages 43 à 51 ainsi qu'à la note 30 aux comptes consolidés au 31 décembre 2009.

## 6. L'activité et les résultats de la Société Nexans

---

Outre son rôle de holding faîtière, Nexans joue le rôle de pivot pour l'encaissement d'une redevance interne liée à la recherche et au développement, à charge pour elle de répartir les contributions entre les filiales en fonction des programmes d'intérêt Groupe qu'elles mettent en œuvre. L'activité de financement intragroupe et la gestion centralisée de trésorerie est exercée par une société exclusivement dédiée à cet effet, la société Nexans Services.

Au cours du premier semestre 2010, le chiffre d'affaires s'est élevé à 6,6 millions d'euros et correspond essentiellement à la facturation du coût des prestations rendues à ses filiales. Le résultat net ressort en gain à 57,0 millions d'euros (contre un gain de 86,9 millions d'euros au premier semestre 2009).

Les capitaux propres de la Société s'établissent à 1 704 millions d'euros au 30 juin 2010, contre 1 672 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Le 27 juillet 2010,

**Le Conseil d'Administration**  
**Représenté par Frédéric Vincent,**  
**Président-Directeur Général**

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

## PREMIER SEMESTRE 2010

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ .....	23
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ .....	24
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE .....	25
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS .....	26
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS .....	27
NOTES ANNEXES :	
Principes comptables .....	28
Principaux événements .....	32
Segments opérationnels .....	34
Autres notes .....	36

# Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
<b>Chiffre d'affaires net</b>	(3)	2 955	2 514
Effet du cours des métaux *		(855)	(430)
<b>Chiffre d'affaires à prix métal constant *</b>	(3)	2 100	2 085
Coût des ventes		(2 594)	(2 134)
Coût des ventes à prix métal constant *		(1 739)	(1 704)
<b>Marge brute</b>		361	380
Charges administratives et commerciales		(241)	(237)
Frais de R&D		(37)	(33)
<b>Marge opérationnelle *</b>	(3)	83	110
Effet Stock Outil **		50	(41)
Dépréciations d'actifs nettes	(6)	(26)	(9)
Variation de juste valeur des instruments financiers sur métaux non ferreux		(8)	3
Plus et moins-values de cession d'actifs	(4)	2	2
Coûts de restructuration	(12)	(56)	(53)
<b>Résultat opérationnel</b>		45	12
Coût de l'endettement financier (brut)		(35)	(33)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		3	5
Autres charges financières nettes	(5)	(8)	(20)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées		(0)	0
<b>Résultat avant impôts</b>		5	(36)
Impôts sur les bénéfices	(7)	(20)	(19)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		(15)	(55)
Résultat net des activités abandonnées		-	-
<b>Résultat net consolidé</b>		(15)	(55)
dont part du Groupe		(17)	(57)
dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle		2	2
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)</b>	(8)		
- résultat de base par action		(0,62)	(2,04)
- résultat dilué par action		(0,18)	(1,60)
<b>Résultat net part du Groupe des activités abandonnées par action (en euros)</b>	(8)		
- résultat de base par action		-	-
- résultat dilué par action		-	-
<b>Résultat net part du Groupe par action (en euros)</b>	(8)		
- résultat de base par action		(0,62)	(2,04)
- résultat dilué par action		(0,18)	(1,60)

\* Indicateurs de gestion de l'activité retenus pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe.

\*\* Effet lié à la revalorisation du Stock Outil de clôture à son coût unitaire moyen pondéré. Cette ligne inclut également sur le premier semestre 2010 un impact négatif de -15 millions d'euros lié à une nouvelle réduction significative du volume de Stock Outil faisant suite à la restructuration des activités métallurgiques européennes ainsi qu'à la volonté du Groupe de poursuivre ses efforts de réduction du BFR. La contrepartie de cet effet se trouve en marge opérationnelle.



# État du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>(15)</b>	<b>(55)</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>
- Gain / Perte généré durant la période (après impôt)	(0)	(0)
- Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	-	-
<b>Différences de conversion</b>	<b>165</b>	<b>64</b>
- Gain / Perte généré durant la période (après impôt)	165	64
- Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	-	-
<b>Couverture des flux de trésorerie</b>	<b>(27)</b>	<b>120</b>
- Gain / Perte généré durant la période (après impôt)	(3)	50
- Recyclage en résultat sur la période (après impôt)	(24)	70
<b>Quote-part des autres éléments du résultat global dans les mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>138</b>	<b>184</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>123</b>	<b>129</b>
Dont part du Groupe	118	128
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	5	1

La **Note 7.b** présente la décomposition des effets d'impôts sur les autres éléments du résultat global.

# État de la situation financière consolidée

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2010	31 déc. 2009
<b>ACTIF</b>			
Goodwill	(9)	368	335
Autres immobilisations incorporelles		188	189
Immobilisations corporelles		1 170	1 117
Participations dans les entreprises associées		8	8
Autres actifs financiers non courants		42	42
Impôts différés actifs		69	57
Autres actifs non courants		7	2
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>1 852</b>	<b>1 750</b>
Stocks et en-cours		950	803
Montants dus par les clients sur les contrats de construction		178	215
Clients et comptes rattachés		1 170	955
Autres actifs financiers courants		150	162
Créances d'impôts courants sur les sociétés		13	15
Autres actifs non financiers courants		100	97
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(10)	793	817
Actifs et groupes d'actifs détenus en vue de la vente		1	1
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>3 355</b>	<b>3 065</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>5 207</b>	<b>4 815</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital		28	28
Primes		1 264	1 258
Résultat et réserves consolidées		495	538
Autres composantes des capitaux propres		187	52
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>1 973</b>	<b>1 876</b>
Intérêts ne donnant pas le contrôle		46	42
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	(11)	<b>2 019</b>	<b>1 918</b>
Pensions et indemnités de départ à la retraite		308	309
Autres avantages à long terme consentis aux salariés		13	12
Provisions (non courant)	(12) & (15)	74	49
Emprunts obligataires convertibles	(13)	469	459
Autres dettes financières (non courant)	(13)	373	359
Impôts différés passifs		112	109
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>1 349</b>	<b>1 297</b>
Provisions (courant)	(12) & (15)	106	120
Autres dettes financières (courant)	(13)	228	140
Dettes sur contrats de construction		144	174
Fournisseurs et comptes rattachés		979	845
Autres passifs financiers courants		152	96
Dettes sociales		174	168
Dettes d'impôts courants sur les sociétés		18	28
Autres passifs non financiers courants		37	29
Dettes liées aux groupes d'actifs détenus en vue de la vente		1	1
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>1 839</b>	<b>1 601</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 207</b>	<b>4 815</b>

# Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
Résultat net consolidé, part du Groupe		(17)	(57)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		2	2
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (y.c. goodwill)*		104	72
Coût de l'endettement financier (brut)		35	33
Effet Stock Outil **		(50)	41
Autres retraitements ***		51	46
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier brut et impôt ****</b>		<b>125</b>	<b>137</b>
Diminution (augmentation) des créances		(113)	124
Diminution (augmentation) des stocks		(48)	98
Augmentation (diminution) des dettes et charges à payer		57	(109)
Impôt versé		(27)	(37)
Dépréciations d'actifs courants et provisions sur affaires		(3)	(5)
<b>Variation nette des actifs et passifs courants</b>		<b>(134)</b>	<b>71</b>
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>		<b>(9)</b>	<b>208</b>
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2	1
Décaissements sur investissements corporels et incorporels		(54)	(85)
Diminution (augmentation) des prêts accordés		0	177
- dont appels de marge liés aux dérivés métaux		-	138
Décaissements sur acquisitions de titres consolidés, nets de la trésorerie acquise	(2)	(1)	(0)
Encaissements sur cessions de titres consolidés, nets de la trésorerie cédée	(2)	7	-
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>		<b>(46)</b>	<b>93</b>
<b>Variation nette de la trésorerie après investissement</b>		<b>(55)</b>	<b>301</b>
Émissions / (remboursements) d'emprunts à long terme	(13)	13	135
- dont émissions d'emprunts		14	172
- dont remboursements d'emprunts		(1)	(36)
Émissions / (remboursements) d'emprunts à court terme	(13)	52	(148)
Augmentations / (réductions) de capital en espèces		3	38
Intérêts financiers versés		(38)	(39)
Transactions entre actionnaires sans perte ou prise de contrôle		-	9
Dividendes payés		(32)	(56)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>		<b>(2)</b>	<b>(61)</b>
Effet net des variations des taux de conversion		26	5
<b>Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>(31)</b>	<b>245</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>		<b>810</b>	<b>388</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>		<b>779</b>	<b>633</b>
Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie – Actif		793	643
Dont concours bancaires courants – Passif		(14)	(9)

\* Inclut la part des coûts de restructuration constitutifs de dépréciation d'actifs immobilisés.

\*\* Effet lié à la revalorisation du « Stock Outil » à son coût unitaire moyen pondéré, sans impact sur la trésorerie.

\*\*\* 1<sup>er</sup> semestre 2010 : dont neutralisation de la charge d'impôt pour 20 millions d'euros et de la variation nette des instruments dérivés sans impact sur la trésorerie pour 22 millions d'euros.

1<sup>er</sup> semestre 2009 : dont neutralisation de la charge d'impôt pour 19 millions d'euros et de la variation nette des provisions opérationnelles pour 25 millions d'euros.

\*\*\*\* Le Groupe utilise par ailleurs le concept de « CAF opérationnelle » qui s'obtient après réintégration des décaissements liés aux restructurations (respectivement 32 et 11 millions d'euros au 30 juin 2010 et au 30 juin 2009) et déduction du coût de l'endettement financier brut et de l'impôt courant payé sur la période.

# Variation des capitaux propres consolidés

	Nombre d'actions en circulation	Capital émis		Primes		Actions propres		Résultat et réserves consolidées	Variations de juste valeur et autres		Différences de conversion	Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
		28	1 258	0	538	26	26		1 876	42				
<b>1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>28 012 928</b>	<b>28</b>	<b>1 258</b>	<b>0</b>	<b>538</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>1 876</b>	<b>42</b>	<b>1 918</b>				
Résultat net	-	-	-	-	(17)	-	-	(17)	2	(15)				
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(27)	162	135	3	138				
<b>Total du résultat global</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(17)</b>	<b>(27)</b>	<b>162</b>	<b>118</b>	<b>5</b>	<b>123</b>				
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(28)	-	-	(28)	(2)	(30)				
Augmentations de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-				
Plans d'options sur actions réservés au personnel :														
- valeur des services rendus par le personnel *		-	-	-	4	-	-	4	0	4				
- sommes reçues de l'émission d'actions	89 067	0	3	-	-	-	-	3	0	3				
Transactions entre actionnaires sans perte ou prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-				
Autres	-	-	3	-	(2)	0	(1)	-	1	1				
<b>30 juin 2010</b>	<b>28 101 995</b>	<b>28</b>	<b>1 264</b>	<b>0</b>	<b>495</b>	<b>0</b>	<b>187</b>	<b>1 973</b>	<b>46</b>	<b>2 019</b>				
<b>1<sup>er</sup> Janvier 2009</b>	<b>27 936 953</b>	<b>28</b>	<b>1 256</b>	<b>-</b>	<b>554</b>	<b>(153)</b>	<b>(107)</b>	<b>1 578</b>	<b>39</b>	<b>1 617</b>				
Résultat net	-	-	-	-	(57)	-	-	(57)	2	(55)				
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	119	66	185	(1)	184				
<b>Total du résultat global</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(57)</b>	<b>119</b>	<b>66</b>	<b>128</b>	<b>1</b>	<b>129</b>				
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(56)	-	-	(56)	(3)	(59)				
Plans d'options sur actions réservés au personnel :														
- valeur des services rendus par le personnel		-	-	-	2	-	-	2	-	2				
- sommes reçues de l'émission d'actions	33 850	0	1	-	-	-	-	1	-	1				
Composante capitaux propres OCEANE (4 % - 01/2016)	-	-	-	-	24	-	-	24	-	24				
Transactions entre actionnaires sans perte ou prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6				
Annulation des actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
Autres	-	-	-	-	3	1	(2)	2	(1)	1				
<b>30 Juin 2009</b>	<b>27 970 803</b>	<b>28</b>	<b>1 257</b>	<b>-</b>	<b>471</b>	<b>(33)</b>	<b>(44)</b>	<b>1 679</b>	<b>42</b>	<b>1 721</b>				

\* y.c. impact du plan ACT 2010

## Note 1

### Principes comptables

#### a) Principes généraux

Nexans est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de Commerce. Nexans a été constituée le 7 janvier 1994 (sous la dénomination sociale Atalec) et a son siège 8, rue du Général Foy, 75008 Paris. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Euronext (compartiment A) de NYSE Euronext Paris, au sein de l'indice SBF 120.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

- Conformité avec la norme IAS 34

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe Nexans ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ce dernier est consultable à l'adresse suivante :

([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm))

L'application du référentiel IFRS de l'IASB n'aurait pas d'incidence sur les états financiers présentés.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été examinés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2010.

- Normes et interprétations appliquées

Les méthodes comptables retenues au 30 juin 2010 sont identiques à celles appliquées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception des dispositions spécifiques à l'établissement des comptes intermédiaires présentées en **Note 1.b** ci-dessous et des nouvelles normes suivantes, applicables de façon obligatoire aux états financiers intermédiaires du premier semestre 2010:

- ✓ **IAS 27** « États financiers consolidés et individuels » (2008) & **IFRS 3** « Regroupements d'entreprises » (2008). Ces deux normes révisées introduisent les principales modifications suivantes :
  - Possibilité d'évaluer pour chaque acquisition les intérêts ne donnant pas le contrôle de l'entreprise acquise soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.
  - Non-prise en compte des coûts directs liés à l'acquisition dans la détermination de la contrepartie transférée, ces derniers étant désormais comptabilisés en résultat sauf s'ils sont liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital.

- Comptabilisation de tout complément de prix éventuel à la juste valeur, dès la date d'acquisition.
- Modification du traitement comptable des transactions entre actionnaires sans modification de la situation de contrôle, ces dernières impactant désormais uniquement les capitaux propres.

En l'absence de toute évolution significative du périmètre de consolidation du Groupe au cours du premier semestre 2010 l'impact de ces deux nouvelles normes révisées sur les états financiers consolidés intermédiaires est très limité et porte essentiellement sur la présentation des transactions avec des actionnaires minoritaires intervenues sur le premier semestre 2009 (reclassement de ligne à ligne au sein du Tableau des flux de trésorerie consolidés et de la Variation des capitaux propres consolidés).

Les amendements consécutifs des autres normes IFRS, dont notamment les normes **IAS 12** « Impôt sur le résultat », **IAS 16** « Immobilisations corporelles » et **IAS 21** « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », ont également été appliqués sans impact sur les états financiers consolidés du premier semestre 2010.

Conformément à la recommandation de l'AMF de novembre 2009, le traitement des engagements d'achats de titres donnés aux actionnaires minoritaires des filiales (« put » sur minoritaires du Groupe) antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010, n'a pas été modifié suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée. Ces derniers restent donc comptabilisés en dette financière avec une contrepartie goodwill au-delà du montant des intérêts non contrôlés ; le cas échéant le goodwill est réajusté chaque année de la variation du prix d'exercice des options.

- ✓ **Amendement IAS 39** « *Éléments éligibles à une opération de couverture* ». Ce dernier interdit d'inclure la valeur temps d'une option dans la composante risque couverte lors d'une couverture effectuée par achat d'option ainsi que de couvrir la composante inflation d'un instrument de dette à taux fixe. Cet amendement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe.
- ✓ **IFRIC 18** « *Transfert d'actifs par les clients* ». Cette interprétation précise notamment le traitement comptable à retenir lorsque le Groupe reçoit un actif à titre gratuit dans le cadre d'un contrat signé avec un de ses clients. Cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes intermédiaires 2010 du Groupe.
- ✓ **Procédure annuelle d'amélioration des IFRS d'avril 2009** : les amendements inclus dans cette procédure d'amélioration annuelle des IFRS sont applicables aux exercices annuels ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au plus tôt (date variable fonction des amendements) et concernent 12 normes et interprétations. Ces derniers n'ont pas eu d'impact matériel sur les états financiers intermédiaires du Groupe, Nexans ne possédant notamment pas de contrats de location sur des terrains pouvant être assimilés à des locations financières.

À noter que les 3 amendements suivants avaient été adoptés par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2009 (se référer aux états financiers consolidés du 31 décembre 2009) :

- Amendement de la norme **IFRS 8** « Secteurs opérationnels » portant sur la présentation des actifs sectoriels,
- Amendement à la norme **IAS 18** « Produits des activités ordinaires » relatif aux critères de distinction agent/principal,
- Amendement à la norme **IAS 36** « Dépréciation d'actifs » précisant que chaque Unité Génératrice de Trésorerie ou groupe d'UGT auquel un goodwill est affecté n'est pas plus grand qu'un secteur opérationnel avant regroupement.



Les nouvelles normes et interprétations suivantes entrent également en vigueur de façon obligatoire à compter des comptes intermédiaires 2010. Elles ne trouvent néanmoins pas à s'appliquer à Nexans, compte tenu de la nature des activités du Groupe et de son organisation:

- ✓ **Réorganisation de la norme IFRS 1** « Première adoption des IFRS »,
- ✓ **Amendement IFRS 2** « Paiements fondés sur des actions », portant sur la comptabilisation des plans dénoués en trésorerie au sein d'un Groupe,
- ✓ **IFRIC 15** « Contrats pour la construction de biens immobiliers »,
- ✓ **IFRIC 17** « Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires ».

Pour mémoire, le Groupe avait par ailleurs anticipé dès le 31 décembre 2008 l'application des nouvelles interprétations suivantes:

- ✓ **IFRIC 12** « Concessions de services »,
- ✓ **IFRIC 14** « Plafonnement de l'actif : disponibilité des avantages économiques et obligations de financement minimum »,
- ✓ **IFRIC 16** « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger ».

Le Groupe n'a pas anticipé dans ses états financiers intermédiaires les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire en 2010 (leur impact sur les états financiers du Groupe est jugé non significatif):

- ✓ **Amendement IAS 24** « Information sur les parties liées ». Non applicable par anticipation par les sociétés cotées européennes au 30 juin 2010, mais une approbation par l'Europe est attendue avant la clôture 2010.
- ✓ **Amendement IAS 32** « Classement des droits de souscription émis ». Non applicable par anticipation au 30 juin 2010.
- ✓ **Procédure annuelle d'amélioration des IFRS** de mai 2010. Seuls certains amendements auraient pu être appliqués par anticipation au 30 juin 2010.
- ✓ **IFRS 9** « Instruments financiers – Classement et évaluation des actifs financiers ». Non applicable par anticipation au 30 juin 2010.
- ✓ **Amendement IFRIC 14** « Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies ». Cet amendement aurait pu être appliqué par anticipation. Une approbation par l'Europe est attendue avant la clôture 2010.
- ✓ **IFRIC 19** « Extinction de dettes financières par émission d'actions ». Cet amendement aurait pu être appliqué par anticipation. Une approbation par l'Europe est attendue avant la clôture 2010.

- Estimations et jugements

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la Direction l'exercice de jugements ainsi que la prise en compte d'estimations et d'hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement, rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires, les sources principales d'incertitude relatives aux estimations restent identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, la Direction a notamment réexaminé ses estimations concernant :

- les actifs d'impôts différés non comptabilisés antérieurement et relatifs à des déficits fiscaux reportables non utilisés,
- la valeur recouvrable de certaines immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill,
- les provisions pour risques et notamment les provisions pour risques sur affaires,
- les marges sur les contrats à long terme,
- la valorisation des instruments dérivés.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Tout comme au 31 décembre 2009, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe portent notamment sur la qualification des instruments dérivés en tant que couverture de flux de trésorerie.

Suite à la mise en place au cours du deuxième trimestre 2010 d'un nouveau contrat pluriannuel de rachat de créances commerciales en euros, le jugement de la Direction a également porté sur la capacité à décomptabiliser une partie des créances ainsi cédées. Ce programme est en effet composé de deux volets distincts et indépendants communément appelés programme *ON Balance Sheet* (concerne uniquement Nexans France) sans décomptabilisation des créances et programme *OFF Balance Sheet* (concerne Nexans France et Nexans Deutschland GmbH) avec décomptabilisation des créances. Au regard des dispositions de la norme IAS 39 « Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation », le programme *OFF Balance sheet* conduit à transférer les créances commerciales ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces actifs au cessionnaire. Il ne repose par ailleurs pas sur une entité ad hoc devant être consolidée au regard des normes IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC 12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'encours maximum du programme *OFF Balance sheet* est contractuellement limité à 25 millions d'euros par Nexans.

## b) Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe ont été établis sur la base des règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation décrites dans le paragraphe a), auxquelles il convient d'apporter les précisions suivantes :

- Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité ou groupe fiscal. Ce taux moyen annuel intègre le cas échéant l'impact des opérations juridiques structurantes intervenant sur l'exercice comme les fusions par exemple.
- Les charges de retraite et avantages assimilés sont estimées à la moitié du montant de la charge annuelle, sauf événement particulier significatif au regard des comptes consolidés du Groupe nécessitant une mise à jour de l'évaluation.

## Note 2

### Principaux événements

#### a) Plan d'actionnariat salarié

Nexans a annoncé le 10 février 2010 la mise en œuvre d'une nouvelle opération d'actionnariat salarié avec une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe portant sur un maximum de 500 000 titres. Ce plan repose sur une formule structurée dite « à effet de levier », permettant aux salariés de souscrire à un cours préférentiel décoté tout en offrant une garantie du montant investi ainsi qu'un multiple de la performance éventuelle du titre. Les actions sont indisponibles pour une durée de cinq ans sauf cas de déblocage anticipé.

La période de réservation s'est tenue entre le 21 mai et le 7 juin 2010 (inclus) assortie d'une période de rétractation du 12 au 16 juillet 2010 (inclus). Le prix de souscription a été fixé le 9 juillet 2010 à 40,51 euros (soit une décote de 20 % par rapport à la moyenne des cours constatés durant les vingt jours de Bourse précédents). Le règlement-livraison des actions est prévu pour le 5 août 2010 et conduira à émettre 482 467 actions nouvelles pour un montant global de 19,5 millions d'euros.

Dans les pays où l'offre de parts de FCPE à effet de levier soulevait des difficultés juridiques ou fiscales, une formule alternative a été proposée comportant l'attribution de *Stock Appreciation Rights* (SAR).

La charge relative à ce plan a été comptabilisée sur le premier semestre 2010 pour un montant de 2 millions d'euros et prend en compte un coût d'incessibilité pour les salariés des pays dans lesquels la mise en place d'un FCPE a été possible.

## b) Évolutions de périmètre

Aucune évolution de périmètre significative n'est à signaler au cours du premier semestre 2010.

Au titre du premier semestre 2009 rappelons que :

- Nexans avait annoncé le 3 mars 2009 la signature avec Polycab, le leader indien du câble, d'un accord définitif portant sur la création d'une société commune détenue majoritairement par Nexans (50 % du capital + 1 action) dont la gestion s'effectuera en étroite coordination avec le partenaire indien.

Polycab réalisait en 2009 près de 600 millions US dollars de chiffre d'affaires à partir de 12 sites de production de câbles pour l'énergie et le bâtiment et employait plus de 3 500 personnes.

Cette coentreprise, dont le siège social est basé à Vadodara dans l'État du Gujarat, couvrira la fabrication et la commercialisation de câbles industriels dédiés à la construction navale, la manutention, l'industrie minière, le matériel ferroviaire, l'énergie éolienne et la production de câbles d'énergie haute et moyenne tension terrestre.

Grâce à cet accord, Nexans s'est adossé à un partenaire d'une grande qualité afin d'assurer le succès de sa première implantation industrielle sur le marché indien, mais aussi de favoriser le développement futur du Groupe dans ce pays où les opportunités de croissance sont considérables. Cet accord s'inscrit dans la stratégie de développement de Nexans qui vise à accroître son leadership dans les métiers de l'énergie et sa présence dans les économies émergentes.

Le volet industriel qui comprend la construction d'une nouvelle usine a été immédiatement engagé et se déroulera sur une période de vingt-quatre mois environ. Le montant total de l'investissement devrait représenter un peu moins de 50 millions d'euros. L'activité de la société devrait débuter fin 2011 et atteindre un « rythme de croisière » aux alentours de 2016 (pour un niveau de chiffre d'affaires courant de l'ordre de 100 millions d'euros). Les incidences de cette nouvelle entité sur les états financiers au 30 juin 2010 sont non matérielles.

- Nexans et Sumitomo Electric Industries Ltd. (SEI), avaient annoncé le 5 décembre 2008 avoir trouvé un accord afin de collaborer dans le domaine des câbles à fibre optique pour réseaux terrestres en Europe. Cet accord concernait plus spécifiquement le déploiement des réseaux en fibre optique jusque chez l'abonné (FTTH : *Fiber To The Home*) et plus généralement l'ensemble des applications FTTx.

La Commission européenne a rendu, le 16 janvier 2009, une décision d'autorisation de l'opération au regard du contrôle des concentrations. La réalisation définitive de l'opération est intervenue le 30 janvier 2009, date à laquelle SEI est devenu actionnaire à 40 % d'Opticable pour une somme de 9,8 millions d'euros, les 60 % restant demeurant détenus par le Groupe Nexans. La plus-value dégagée n'était pas matérielle à l'échelle du Groupe. Opticable reste par ailleurs consolidée par intégration globale dans les comptes de Nexans.

Opticable a contribué sur le premier semestre 2009 au chiffre d'affaires courant et à la marge opérationnelle consolidés du Groupe à hauteur de respectivement 3,4 millions d'euros et 0,9 million d'euros.

## Note 3

### Segments opérationnels

Le Groupe retient trois segments à présenter :

- Énergie – constitué des câbles d'énergie pour équipement des infrastructures (basse, moyenne, haute tension et accessoires associés), des câbles spéciaux à destination du marché de l'industrie et des câbles d'équipement destinés au marché du bâtiment. Ce segment « Énergie » est composé de 3 segments opérationnels : « Infrastructures Énergie », « Bâtiment » et « Industrie ».
- Télécom – qui regroupe les câbles pour réseaux Télécom privés, les composants de jonction pour câbles de réseaux Télécom et les câbles de cuivre et de fibre optique pour réseaux Télécom publics. Ce segment « Télécom » est composé de 2 segments opérationnels : « Infrastructures Télécom » et « Réseaux Privés Télécom ».
- Fils conducteurs – comprenant les fils machine, les fils conducteurs et les activités de production de fils émaillés. Ce segment « Fils conducteurs » est composé d'un seul segment opérationnel « Fils conducteurs ».

La rubrique « Autres » inclut essentiellement certaines activités spécifiques ou centralisées pour tout le Groupe donnant lieu à des dépenses et des charges non réparties entre les métiers. Deux faits marquants sont à relever pour le premier semestre 2010 :

- Le Groupe continue de supporter des charges exceptionnelles en liaison avec l'organisation de sa défense juridique suite aux enquêtes de concurrence initiées à son encontre et d'autres producteurs de câbles (voir **Note 15**).
- Le Management de Nexans a lancé en 2009 un ensemble d'actions visant à améliorer son niveau de BFR, notamment au travers d'une accélération de la rotation de ses stocks de métaux non ferreux. Ces actions, ainsi que la pleine prise en compte des incidences de la restructuration des activités métallurgiques européennes, ont permis de réduire à nouveau de façon conséquente les stocks de métaux non ferreux, y compris le Stock Outil. La réduction du Stock Outil s'est traduite par un effet résultat positif de 15 millions d'euros au niveau de la marge opérationnelle du premier semestre 2010 dont la contrepartie se trouve sur la ligne « Stock Outil » du résultat opérationnel ; le Stock Outil est en effet valorisé à une valeur LIFO historique au niveau de la marge opérationnelle, plus basse que sa valeur de revente (voir Note 1.i de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2009).

Ces segments opérationnels structurent l'information présentée mensuellement au Comité de Direction<sup>(1)</sup> et au Comité Exécutif du Groupe, permettant de guider la conduite de sa stratégie et de ses opérations. Ils constituent également le principal vecteur de mesure et d'analyse de la performance opérationnelle de Nexans dont le principal indicateur est la marge opérationnelle.

(1) Le Comité de Direction de Nexans est constitué du Président-Directeur Général ainsi que des trois Directeurs Généraux Adjoints. Il assure la fonction de Principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le Comité de Direction et le Comité Exécutif analysent également la performance du Groupe sous un angle géographique.

D'une manière générale, les prix de transfert entre les segments opérationnels sont identiques à ceux prévalant pour des transactions avec des tiers externes au Groupe.

Les données par segment opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

#### a) Informations par segment opérationnel

<i>1<sup>er</sup> semestre 2010 (en millions d'euros)</i>	Fils conducteurs	Énergie	Télécom	Autres	Total Groupe
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux courants	368	2 330	242	15	2 955
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants	137	1 743	206	13	2 100
Marge opérationnelle	6	76	10	(9)	83
Dotation aux amortissements et dépréciations sur actifs immobilisés (y.c. goodwill)	(1)	(84)	(6)	(1)	(92)

<i>1<sup>er</sup> semestre 2009 (en millions d'euros)</i>	Fils conducteurs	Énergie	Télécom	Autres	Total Groupe
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux courants	204	2 073	225	12	2 514
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants	112	1 752	210	11	2 085
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants et cours de change 2010	123	1 865	217	11	2 216
Marge opérationnelle	(2)	118	6	(12)	110
Dotation aux amortissements et dépréciations sur actifs immobilisés (y.c. goodwill)	(3)	(61)	(7)	(1)	(72)

#### b) Informations par principaux pays

<i>1<sup>er</sup> semestre 2010 (en millions d'euros)</i>	France**	Allemagne	Norvège	Autres	Total Groupe
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux courants*	497	300	289	1 869	2 955
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants*	388	244	268	1 200	2 100
Actifs non courants*	147	133	137	1 318	1 735

\* Par zone d'implantation

\*\* Y compris activités Corporate

<i>1<sup>er</sup> semestre 2009 (en millions d'euros)</i>	France**	Allemagne	Norvège	Autres	Total Groupe
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux courants*	487	274	261	1 492	2 514
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants*	422	237	245	1 181	2 085
Chiffre d'affaires contributif à cours métaux constants et cours de change 2010*	422	237	289	1 268	2 216
Actifs non courants *	145	131	108	1 203	1 588

\* Par zone d'implantation

\*\* Y compris activités Corporate

#### c) Informations par principaux clients

Le Groupe n'a pas de client qui représentait plus de 10 % de son chiffre d'affaires sur le premier semestre 2010 ou le premier semestre 2009.



## Note 4

### Plus et moins-values de cession d'actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
Plus (moins)-values de cessions d'actifs immobilisés	2	(0)
Plus (moins)-values de cession de titres	(0)	2
Autres	-	-
<b>Plus et moins-values de cession d'actifs</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

La plus-value dégagée sur le premier semestre 2009 correspondait pour l'essentiel à la cession des 40 % dans l'entité Opticable (voir **Note 2.b**).

## Note 5

### Autres charges financières nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	0	0
Provisions	0	0
Pertes et gains de change (nets)	2	(9)
Effet de l'actualisation sur engagements sociaux	(17)	(17)
Rendement attendu des actifs financiers sur engagements sociaux	8	8
Autres	(1)	(2)
<b>Autres charges financières nettes</b>	<b>(8)</b>	<b>(20)</b>

## Note 6

### Dépréciations d'actifs nettes

Le Groupe procède au cours du quatrième trimestre de chaque année à une revue de la valorisation de ses goodwill, ainsi que de ses actifs corporels et incorporels, sur base de données prévisionnelles à moyen terme actualisées pour les différentes entités opérationnelles.

Dans le cadre de l'arrêté de ses comptes intermédiaires au 30 juin 2010, Nexans a procédé à une revue des principaux enjeux de dépréciations en enrichissant les données prévisionnelles de l'exercice précédent des réalisations des premiers mois 2010 et pour les Unités Génératrices de Trésorerie considérées comme sensibles, d'un réajustement des tendances à moyen terme.

Les principales hypothèses retenues dans le cadre de cet exercice sont présentées ci-après :

	Taux d'actualisation (avant impôt) des flux futurs	Taux d'actualisation (après impôt) des flux futurs	Taux de croissance à l'infini
<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>			
Australie	12,5 %	10,0 %	3,0 %
Brésil	14,1 %	11,0 %	3,0 %
Canada	11,0 %	8,0 %	2,0 %
Chine	10,9 %	10,0 %	5,0 %
Corée	12,6 %	9,5 %	4,0 %
Europe (Zone euro)	12,2 %	8,5 %	2,0 %
États-Unis	11,8 %	8,5 %	2,0 %
Liban	18,5 %	16,5 %	5,0 %
Turquie	17,1 %	13,5 %	3,0 %
<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>			
Australie	12,2 %	9,5 %	3,0 %
Brésil	14,8 %	10,5 %	4,0 %
Canada	11,7 %	8,5 %	0,5 % à 2,0 %
Chine	10,9 %	10,0 %	4,0 %
Corée	12,6 %	9,5 %	2,0 % à 4,0 %
Europe (Zone euro)	12,3 %	9,0 %	0,5 % à 2,0 %
États-Unis	11,7 %	8,5 %	2,0 %
Liban	18,3 %	16,0 %	5,0 %
Turquie	15,9 %	12,5 %	3,0 %

L'évaluation des flux de trésorerie dans le cadre des tests de dépréciation menés pour l'arrêté intermédiaire est basée sur les courbes de marché des métaux à cinq ans observées à fin mai 2010. La valeur terminale retenue est proche ou équivalente à la dernière prévision de marché disponible. Les prévisions suivantes ont été retenues pour le Cuivre et l'Aluminium (moyennes communiquées ci-dessous sur une base trois mois) :

Euros/tonne	Cuivre	Aluminium
2010	5 624	1 701
2011	5 495	1 755
2012	5 288	1 793
2013	5 064	1 818
2014	4 858	1 833
Valeur terminale	4 858	1 833

Cet exercice a conduit à comptabiliser une charge sur le premier semestre 2010 de 26 millions d'euros qui correspond principalement à une dépréciation des « relations clientèles » de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) « Australie », regroupant les activités de Nexans en Australie et en Nouvelle-Zélande suite à l'acquisition du groupe Olex en décembre 2006. Le ralentissement économique mondial, principalement perceptible sur cette zone à compter du deuxième semestre 2009, a en effet amené une pression concurrentielle forte sur certains segments de marché se traduisant notamment par une progression sensible des importations concurrentes et une réduction des parts de marché sur certains clients clés. Les relations clientèles avaient fait l'objet d'une valorisation spécifique à date d'acquisition. Le solde de la dépréciation constatée sur le premier semestre 2010 porte pour l'essentiel sur le goodwill de l'UGT « Espagne », voir **Note 9**.

Sur le premier semestre 2009, cet exercice de revue avait conduit à comptabiliser une charge nette de 9 millions d'euros dont l'essentiel portait sur la dépréciation partielle de l'activité « Faisceaux », fortement impactée par la crise du marché automobile, ainsi que sur les investissements de maintenance des activités du Groupe déjà intégralement dépréciées (dont essentiellement la métallurgie).

### Analyses de sensibilité

Les calculs de dépréciation sont basés sur les dernières projections approuvées par la Direction du Groupe ainsi que sur les principales hypothèses présentées ci-avant.

Une augmentation généralisée des taux d'actualisation de 50 points de base par rapport aux hypothèses présentées ci-dessus, sur l'ensemble des UGT sensibles testées lors de la revue limitée de juin 2010, conduirait à une charge de dépréciation complémentaire de l'ordre de 15 millions d'euros sur l'UGT « Australie ».

## Note 7

### Impôts sur les bénéfiques

En 2010, Nexans SA est mère d'un groupe fiscal de 13 sociétés en France. D'autres groupes fiscaux ont été constitués lorsque cela était possible (notamment en Allemagne et en Amérique du Nord).

Sur le périmètre français, dans le cadre du remplacement de la taxe professionnelle par la Contribution Économique Territoriale (CET) à compter de 2010, le Groupe a décidé de faire entrer la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) dans le champ d'application d'IAS 12. À ce titre, la CVAE est donc classée sur la ligne « Impôts sur les bénéfiques » du compte du résultat du premier semestre 2010 et donne lieu à comptabilisation d'impôts différés lorsque nécessaire.

#### a) Taux d'impôt effectif

La charge d'impôt sur les bénéfiques s'analyse comme suit :

<i>Preuve d'impôt (en millions d'euros)</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2009</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>5</b>	<b>(36)</b>
Taux d'imposition normal applicable en France (%)	34,43 %	34,43 %
<b>(Charge) / produit d'impôt théorique</b>	<b>(2)</b>	<b>14</b>
Incidence des :		
- Différentiels de taux courant des pays étrangers	5	1
- Charges non déductibles	(5)	(3)
- Non-reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables et autres différences temporelles déductibles générés pendant la période	(31)	(20)
- Utilisation dans l'exercice de reports déficitaires ou autres différences temporelles déductibles n'ayant pas donné lieu précédemment à comptabilisation d'actifs d'impôts différés	4	0
- Produits ou charges d'impôts sur les déficits reportables et autres différences temporelles déductibles, liés à une variation des écrêtements durant la période	3	(16)
- Eléments taxés à taux réduit ou nul (y.c. plus-values de cession)	10	8
- Effet des changements de taux d'impôt	0	1
- Crédits d'impôts	5	0
- Impôts relatifs à des exercices antérieurs et autres effets	(9)	(4)
<b>(Charge) / produit d'impôt effectivement constaté</b>	<b>(20)</b>	<b>(19)</b>
<b>Taux d'impôt effectif (%)</b>	<b>(399,9) %</b>	<b>(52,3) %</b>

La charge d'impôt théorique est calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôt, le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante.

## b) Impôts directement comptabilisés en capitaux propres

- La décomposition des effets d'impôts sur les autres éléments du résultat global de la période est la suivante :

1 <sup>er</sup> semestre 2010 (en millions d'euros)	Valeur brute	Effet impôt	Impact net
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>
- Gain / Perte généré durant la période	0	0	0
- Recyclage en résultat sur la période	0	0	0
<b>Différences de conversion</b>	<b>164</b>	<b>1</b>	<b>165</b>
- Gain / Perte généré durant la période	164	1	165
- Recyclage en résultat sur la période	0	0	0
<b>Couverture des flux de trésorerie</b>	<b>(34)</b>	<b>7</b>	<b>(27)</b>
- Gain / Perte généré durant la période	(4)	1	(3)
- Recyclage en résultat sur la période	(30)	6	(24)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>130</b>	<b>8</b>	<b>138</b>

1 <sup>er</sup> semestre 2009 (en millions d'euros)	Valeur brute	Effet impôt	Impact net
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>
- Gain / Perte généré durant la période	(0)	0	(0)
- Recyclage en résultat sur la période	-	-	-
<b>Différences de conversion</b>	<b>68</b>	<b>(4)</b>	<b>64</b>
- Gain / Perte généré durant la période	68	(4)	64
- Recyclage en résultat sur la période	-	-	-
<b>Couverture des flux de trésorerie</b>	<b>161</b>	<b>(41)</b>	<b>120</b>
- Gain / Perte généré durant la période	69	(19)	50
- Recyclage en résultat sur la période	92	(22)	70
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>229</b>	<b>(45)</b>	<b>184</b>

- Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009, les impôts directement comptabilisés en autres éléments du résultat global (réserves recyclables) et liés principalement à la juste valeur des instruments dérivés documentés en tant que couverture de flux de trésorerie, s'élèvent à respectivement 2 millions d'euros et 10 millions d'euros (impôts différés passifs). Ces impôts différés s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	31 décembre 2009
<b>Par type de sous-jacent</b>		
Couverture de flux de trésorerie métal	3	(6)
Couverture de flux de trésorerie change	(4)	(2)
Investissements nets et couvertures associées	(1)	(2)
<b>Total impôts en réserves recyclables</b>	<b>(2)</b>	<b>(10)</b>

Les impôts différés et courants sur les couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés dans la rubrique « Variations de juste valeur ». Les impôts différés et courants liés aux investissements nets et couvertures associées sont présentés au sein des « Différences de conversion ». Ces impôts se reverseront en résultat au même rythme que les transactions sous jacentes auxquelles ils se rattachent.

- En complément, un impôt différé a été comptabilisé directement en capitaux propres (réserves consolidées) sur la part optionnelle des OCEANE 2016 et 2013 lors de leur émission soit 13 millions d'euros en juin 2009 et 10 millions d'euros en juillet 2006.

### c) Actifs d'impôts différés non reconnus

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée insuffisamment probable s'élèvent respectivement à 280 et 252 millions d'euros au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009. Ils correspondent pour l'essentiel à des déficits fiscaux reportables.

## Note 8

### Résultats nets par action

Les résultats nets par action sont calculés à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, déduction faite le cas échéant du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte les équivalents actions ayant un effet dilutif. Le résultat net est par ailleurs corrigé des charges d'intérêt, nettes d'impôt, relatives aux obligations convertibles ou échangeables.

Les effets dilutifs des options de souscription ou d'achat d'actions sont calculés selon la méthode du rachat d'actions (*Treasury Stock Method*) selon laquelle les fonds qui seront recueillis lors de l'exercice ou de l'achat sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix de marché. Les effets dilutifs des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) sont calculés en supposant qu'il y aura conversion ou échange systématique des obligations contre des actions (hypothèse de dilution maximale).



Le tableau ci-dessous indique le rapprochement entre le résultat net par action et le résultat net par action dilué :

	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
<b>Résultat net Part du Groupe (en millions d'euros)</b>	<b>(17)</b>	<b>(57)</b>
Économie de frais financiers (OCEANE)	16	9
Économie nette d'impôt	11	6
<b>Résultat net part du Groupe corrigé (en millions d'euros)</b>	<b>(7)</b>	<b>(51)</b>
<b>Résultat net part du Groupe des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Nombre moyen d'actions en circulation	28 063 174	27 962 569
Nombre moyen d'obligations convertibles (OCEANE)	7 794 037	3 970 833
Nombre moyen d'options de souscription dilutives	261 283	101 235
Nombre moyen d'actions dilué	36 118 494	32 034 637
<b>Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)</b>		
- résultat de base par action	(0,62)	(2,04)
- résultat dilué par action	(0,18)	(1,60)
<b>Résultat net part du Groupe des activités abandonnées par action (en euros)</b>		
- résultat de base par action	-	-
- résultat dilué par action	-	-
<b>Résultat net part du Groupe par action (en euros)</b>		
- résultat de base par action	(0,62)	(2,04)
- résultat dilué par action	(0,18)	(1,60)

## Note 9 Goodwill

L'évolution du goodwill au cours des premiers semestres 2010 (368 millions d'euros au 30 juin 2010, contre 335 millions d'euros au 31 décembre 2009) et 2009 est principalement liée aux variations des taux de change (voir également ci-dessous impact de la dépréciation constatée sur le premier semestre 2010). Les principaux goodwill du Groupe sont en effet rattachés aux acquisitions australiennes (Olex) et sud-américaines (Madeco).

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, les allocations de goodwill sur les entités Madeco et Intercond ont été finalisées au cours du troisième trimestre 2009 (se référer à la **Note 11** des états financiers consolidés au 31 décembre 2009). L'impact de ces allocations sur le Compte de résultat consolidé, l'État du résultat global, le Tableau des flux de trésorerie consolidés et la Variation des capitaux propres consolidés du premier semestre 2009 n'est pas significatif.

Tous les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an, selon les méthodes et hypothèses décrites en **Notes 1.k, 1.n, 7 et 11** des états financiers au 31 décembre 2009. Une dépréciation de 6 millions d'euros a été constatée à ce titre sur le premier semestre 2010 correspondant à une dépréciation complète de l'UGT « Câbles Énergie Espagne », impactée défavorablement par la situation économique du pays, notamment sur le marché de l'immobilier. Aucune dépréciation n'avait été constatée sur le goodwill au titre du premier semestre 2009.

## Note 10

### Trésorerie et liquidité

#### a) Trésorerie et Équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
Disponibilités	333	312
SICAV	458	439
Certificats de dépôts	2	66
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>793</b>	<b>817</b>

Outre les disponibilités, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut essentiellement des SICAV et certificats de dépôt. Ces placements sont à maturité inférieure à trois mois, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les appels de marge versés le cas échéant dans le cadre des contrats à terme d'achats de cuivre sur le LME dont la valeur de marché est négative, ne sont pas comptabilisés en trésorerie et équivalents de trésorerie par le Groupe mais en actifs financiers courants. Ils ne sont significatifs ni au 30 juin 2010 ni au 31 décembre 2009.

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009, un montant de trésorerie et équivalents de trésorerie de respectivement 51 et 70 millions d'euros est situé dans des entités juridiques pour lesquelles la circulation des capitaux est en partie restreinte par les législations locales. Le Groupe peut néanmoins avoir accès à cette liquidité au travers notamment de distributions de dividendes ou de réductions de capital.

#### b) Gestion de la liquidité

Le principal indicateur de liquidité suivi par la Direction Financière de Nexans est le montant non utilisé des limites de crédits accordées au Groupe sous diverses formes et les liquidités disponibles. Le tableau ci-après récapitule la situation d'accès à la liquidité de Nexans au 30 juin 2010 :

##### Principaux indicateurs de liquidité du Groupe au 30 juin 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	Limites	Utilisations	Montants disponibles
<b>Non confirmés</b>			
Programme de billets de trésorerie	500	0	N/A**
Lignes bancaires non confirmées Nexans Services	200	0	200
Découvert du système de cash pooling	112	0	112
<b>Confirmés</b>			
Ouverture de crédit syndiquée	580	0	580
Obligation convertible 2013*	280	280	0
Obligation convertible 2016*	213	213	0
Obligation 2017*	350	350	0
<b>Total des financements confirmés</b>	<b>1 423</b>	<b>843</b>	<b>580</b>
<b>Liquidités</b>			<b>793</b>

\* Montant nominal y compris la part optionnelle le cas échéant.

\*\* Compte tenu de la notation court terme du Groupe et des conditions actuelles du marché, le programme de billets de trésorerie n'est pas disponible.

## Note 11

### Capitaux propres

#### a) Composition du capital social

Le capital social de Nexans est composé au 30 juin 2010 de 28 101 995 actions entièrement libérées (28 012 928 actions au 31 décembre 2009), de 1 euro de valeur nominale.

L'évolution du capital social au cours des premiers semestres 2010 et 2009 est uniquement relative à la levée de respectivement 89 067 et 33 850 options de souscription d'actions.

#### b) Distribution

L'Assemblée Générale Mixte appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 a autorisé le 25 mai 2010, la distribution d'un dividende de 1,0 euro par action, mis en paiement le 2 juin 2010 pour un montant de 28,1 millions d'euros.

L'Assemblée Générale Mixte appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 a autorisé le 26 mai 2009, la distribution d'un dividende de 2,0 euros par action, mis en paiement le 3 juin 2009 pour un montant de 55,9 millions d'euros.

#### c) Options de souscription

La charge comptabilisée sur les premiers semestres 2010 et 2009 au titre des plans de stock-options s'élevait à respectivement 2,5 et 2,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, il existe 1 742 348 options de souscription en circulation, donnant droit chacune à une action soit 6,2 % du capital (1 497 525 options au 31 décembre 2009 donnant droit à 5,35 % du capital).

La répartition des stock-options par plan au 30 juin 2010 est la suivante :

Date d'attribution	Nombres d'options attribuées à l'origine	Nombre d'options en circulation à la fin de la période	Prix d'exercice	Échéance
4-av.-03	644 500	30 400	11,62 €	4 avril 2004 <sup>(1)</sup> – 3 avril 2011
16-nov.-04	403 000	202 250	27,82 €	16 novembre 2005 <sup>(1)</sup> – 15 novembre 2012
23-nov.-05	344 000	207 320	40,13 €	23 novembre 2006 <sup>(1)</sup> – 22 novembre 2013
23-nov.-06	343 000	340 000	76,09 €	23 novembre 2007 <sup>(1)</sup> – 22 novembre 2014
15-fév.-07	29 000	26 000	100,94 €	15 février 2009 <sup>(2)</sup> – 14 février 2015
22-fév.-08	306 650	298 850	71,23 €	22 février 2009 <sup>(1)</sup> – 21 février 2016
25-nov.-08	312 450	302 038	43,46 €	25 novembre 2009 <sup>(1)</sup> – 24 novembre 2016
9-mars-10	335 490	335 490	53,97 €	9 mars 2011 <sup>(1)</sup> – 8 mars 2018
<b>TOTAL</b>	<b>2 718 090</b>	<b>1 742 348</b>		

(1) acquis à raison de 25 % par an.

(2) acquis à raison de 50 % au bout de deux ans - 25 % chaque année suivante.

## Note 12 Provisions

### a) Analyse par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 déc. 2009
Risques sur affaires	39	42
Provisions pour restructuration	100	90
Autres provisions	41	37
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>169</b>
Dont courant	106	120
Dont non courant	74	49

L'évolution de ces provisions se décompose de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Risques sur affaires	Restructurations	Autres provisions
<b>1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>92</b>	<b>50</b>	<b>27</b>	<b>15</b>
Dotations	59	3	55	1
Reprises (provisions utilisées)	(16)	(4)	(11)	(1)
Reprises (provisions devenues sans objet)	(6)	(2)	(2)	(2)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Autres	4	2	-	2
<b>30 juin 2009</b>	<b>133</b>	<b>49</b>	<b>69</b>	<b>15</b>
<b>1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>169</b>	<b>42</b>	<b>90</b>	<b>37</b>
Dotations	55	3	51	1
Reprises (provisions utilisées)	(31)	(5)	(25)	(1)
Reprises (provisions devenues sans objet)	(6)	(3)	(2)	(0)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Autres	(7)	2	(14)	5
<b>30 juin 2010</b>	<b>180</b>	<b>39</b>	<b>100</b>	<b>41</b>

Les risques sur affaires concernent essentiellement les provisions constituées par le Groupe au titre de ses responsabilités contractuelles et notamment des garanties accordées aux clients, les pertes sur contrats déficitaires et les pénalités liées aux contrats commerciaux (voir **Note 15.** sur les litiges et passifs éventuels). Elles n'intègrent pas les provisions liées à des contrats de construction en cours (au sens de la norme IAS 11 « Contrats de construction », exception faite le cas échéant des provisions pour pertes à terminaison), comptabilisées dans les coûts du contrat, conformément à la **Note 1.g.** des états financiers au 31 décembre 2009.

Les reprises de provisions non utilisées sont dues à des risques qui se sont éteints ou dénoués par une sortie de ressources plus faible que ce qui avait été estimé sur la base des informations disponibles à la clôture de la période précédente, y compris pour les provisions pour garanties données aux clients venant à expiration.

La ligne « Autres » inclut, outre l'effet des variations des taux de change, le reclassement des provisions pour restructuration constitutives de dépréciations d'actifs sur les rubriques appropriées du bilan consolidé.

## b) Provisions pour restructurations

Les coûts de restructuration se sont élevés à 56 millions d'euros sur le premier semestre 2010 et couvraient les principales natures de charges suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts sociaux	Dépréciations et mises au rebut d'actifs	Autres coûts monétaires	Total
Dotations de l'exercice	24	17	10	51
Reprises de provisions devenues sans objet	(0)	(2)	(0)	(2)
Autres coûts de la période	4	-	3	7
<b>Total coûts de restructuration</b>	<b>28</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>56</b>

Les « Autres coûts monétaires » comprennent principalement des frais de dépollution, démantèlement et réallocation des actifs.

En 2010, comme en 2009, tous les plans sont accompagnés de mesures sociales négociées avec les instances représentatives du personnel et le cas échéant, les autorités compétentes, afin d'en réduire les conséquences pour les salariés concernés.

La charge de 56 millions d'euros comptabilisée sur le premier semestre 2010 correspond principalement à la constitution des provisions relatives à la fermeture de deux usines de câbles, opérant pour l'essentiel sur le marché des infrastructures d'énergie, Latina en Italie et Lorena au Brésil :

- En Italie, l'activité du Groupe dans le domaine des câbles d'infrastructure n'a que rarement atteint l'équilibre au cours des dix dernières années malgré les diverses restructurations entreprises et les importants efforts financiers consentis. En dépit d'une commande ponctuelle d'ENEL sur le premier semestre 2010 dans le cadre du plan de relance italien, la poursuite de la baisse des volumes commandés par les opérateurs d'électricité, tant sur le marché local qu'à l'exportation notamment en Espagne, ne permettait pas d'envisager d'autre alternative que la fermeture définitive du site. 155 personnes sont concernées par cette fermeture. La production sera transférée vers d'autres usines du Groupe en Europe et notamment à Battipaglia au sud de l'Italie, afin de préserver le niveau de service du Groupe sur le marché domestique.
- Au Brésil, la très forte baisse du marché des lignes aériennes, principale production de l'usine de Lorena, ainsi que la surcapacité du Groupe en lignes cuivre due aux unités acquises en 2008 au groupe Madeco ont conduit à poursuivre la rationalisation des capacités engagée suite à la décision du premier semestre 2009 de fusionner les deux filiales de Nexans présentes dans ce pays. Ainsi, les productions seront regroupées sur 2 sites, sans perte de couverture des marchés actuels. 291 personnes sont concernées par cette fermeture.
- Enfin, 6 millions d'euros de charges correspondent à des dépenses courantes de fermeture consécutives aux activités arrêtées en 2009, notamment en France.

Les charges de restructuration s'élevaient à 53 millions d'euros au premier semestre 2009 et couvraient principalement des frais de personnel. Ces restructurations concernaient environ 1 200 personnes et portaient pour l'essentiel sur l'Europe et l'Amérique du Nord :

- En Europe, les restructurations étaient en premier lieu ciblées sur les activités liées à l'industrie automobile et au bâtiment, dans le prolongement des mesures annoncées et des décisions prises dès la deuxième partie de l'année 2008.

Ainsi, le Groupe avait poursuivi l'adaptation de sa capacité de production en faisceaux destinés au marché de l'automobile par la fermeture de deux ateliers d'assemblage supplémentaires en République tchèque. L'usine de production de câbles pour l'automobile d'Arad, en Roumanie a par ailleurs été fermée, une partie de ses clients étant servis par d'autres unités du Groupe. En Allemagne, d'autres actions d'ajustement des structures et des capacités aux nouveaux niveaux d'activité avaient été menées dans plusieurs unités pour répondre à la baisse significative des marchés des câbles pour les segments de l'automobile et de la machine-outil notamment.

Sur le marché du Bâtiment, le Groupe a fermé l'usine allemande de Vacha.

Ailleurs en Europe et pour les mêmes raisons, des actions plus limitées avaient été lancées dans plusieurs pays dont la Belgique ou la Suisse par exemple.

- En Amérique du Nord, le Groupe a fermé l'usine de Québec qui n'avait pu retrouver un niveau d'activité satisfaisant suite à un mouvement de grève de neuf mois en 2006 et 2007. La crise de l'immobilier avait par ailleurs entraîné une forte baisse de la demande. Le Groupe avait donc décidé de redéployer une partie des équipements de l'outil de production de l'usine de Québec sur les sites existants de Weyburn et de Chester.

## Note 13

### Dettes financières nettes

#### a) Analyse par nature

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
Emprunt obligataire 2017*	349	359
Emprunt obligataire convertible (OCEANE 2016)*	183	180
Emprunt obligataire convertible (OCEANE 2013)*	291	287
Autres emprunts non courants*	28	14
Emprunts court terme *	205	111
Concours bancaires	14	7
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>1 070</b>	<b>958</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(793)	(817)
<b>(Trésorerie) / Dettes financières nettes</b>	<b>277</b>	<b>141</b>

\* y compris intérêts courus.

Les emprunts court terme comprennent depuis le deuxième trimestre 2010 un programme de cession de créances commerciales en euros mis en place par Nexans France dont l'encours maximum est contractuellement fixé à 70 millions d'euros.



## b) Variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2010	1 <sup>er</sup> semestre 2009
<b>Trésorerie / (Endettement) au début de la période</b>	<b>(141)</b>	<b>(536)</b>
(Augmentation) / diminution de l'endettement net	(136)	187
Emission de l'OCEANE 2016*	-	37
Impact des actifs détenus à la vente (IFRS 5)	-	-
<b>Trésorerie / (Endettement) à la fin de la période</b>	<b>(277)</b>	<b>(312)</b>

\* Part de l'Océane affectée en capitaux propres conformément à IAS 32.

## c) Emprunts obligataires

Le Groupe a émis le 23 juin 2009, une nouvelle obligation à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- 4 000 000 obligations d'une valeur nominale de 53,15 euros, soit une émission totale de 212,6 millions d'euros.
- Prix d'émission représentant une prime de 30 % par rapport au cours de référence de 40,89 euros du jour de l'émission.
- Obligations remboursables au pair à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2016 avec la faculté pour les investisseurs de demander le remboursement au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- Coupon annuel de 4 %.

En application de la norme IAS 32, la quote-part à l'initiation de cet emprunt obligataire convertible correspondant à la valeur de l'option, est présentée au sein des capitaux propres pour un montant de 37 millions d'euros (pour l'effet d'impôt associé voir **Note 7.b.**).

Les autres emprunts obligataires présents au 30 juin 2010 correspondent :

- À l'émission obligataire du 2 mai 2007, date à laquelle Nexans a émis son premier emprunt obligataire pour un montant nominal de 350 millions d'euros. Les principales caractéristiques de cette obligation sont les suivantes :
  - Montant : 350 millions d'euros.
  - Prix d'émission : 99,266 %.
  - Échéance : 2 mai 2017.
  - Coupon : 5,75 %.
- À l'Océane émise en juillet 2006 pour un montant nominal de 280 millions d'euros dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
  - 3 794 037 obligations de 73,8 euros de valeur nominale unitaire.
  - Obligations remboursables au prix de 85,76 euros le 1<sup>er</sup> janvier 2013.
  - Coupon annuel de 1,5 %.

En application de la norme IAS 32, la quote-part à l'initiation de cet emprunt obligataire convertible, correspondant à la valeur de l'option, est présentée au sein des capitaux propres pour un montant de 34 millions d'euros (pour l'effet d'impôt associé voir **Note 7.b.**).

## Note 14

### Instruments dérivés

La valeur de marché des instruments dérivés utilisés par le Groupe en couverture des risques de change et de variation des cours des métaux non ferreux, est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	31 déc. 2009
<b>Actif</b>		
Dérivés de change – Couverture de flux de trésorerie*	37	24
Dérivés de métaux – Couverture de flux de trésorerie*	10	38
Dérivés de change – Trading*	10	10
Dérivés de métaux – Trading*	2	10
<b>Sous-total Actif</b>	<b>60</b>	<b>82</b>
<b>Passif</b>		
Dérivés de change – Couverture de flux de trésorerie*	28	11
Dérivés de métaux – Couverture de flux de trésorerie*	18	5
Dérivés de change – Trading*	29	11
Dérivés de métaux – Trading*	4	3
<b>Sous-total Passif</b>	<b>79</b>	<b>30</b>

\* Au sens de la norme IAS 39.

Ces montants sont inclus dans les postes « Autres actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants » du bilan consolidé. Les instruments dérivés sont constitués pour l'essentiel d'achats et de ventes à terme.

Pour les dérivés qualifiés de « Couverture de flux de trésorerie », une réconciliation directe des positions d'ouverture et de clôture au bilan avec les montants comptabilisés dans le poste « Variations de juste valeur et autres » des capitaux propres n'est pas possible, certaines positions pouvant notamment donner lieu à des reports d'échéances sans rupture de la qualification de couverture de flux de trésorerie.

## Note 15

### Passifs éventuels, litiges

#### *Litiges et procédures ayant donné lieu à constitution de provisions*

Pour les cas où les critères de constitution des provisions sont réunis, Nexans estime que les provisions constatées à ce jour dans les comptes sont suffisantes pour que leur résolution n'engendre pas d'impact significatif sur ses résultats. Cette estimation du risque potentiel tient compte selon les cas, des assurances dont le Groupe dispose, des garanties de tiers et/ou de l'évaluation de la probabilité de condamnation faite par des tiers :

- Dans le cadre de l'allocation définitive du goodwill résultant de l'acquisition des activités Câbles du Groupe Madeco au 30 septembre 2008, Nexans a constaté dans ses comptes 2008 retraités (voir **Note 11** des comptes consolidés au 31 décembre 2009), une provision de 16 millions d'euros visant à couvrir différents risques identifiés à date d'acquisition.

- L'exécution d'un contrat de haute tension sous-marine rencontrait des difficultés à fin 2009. Un bateau chinois participant à l'installation avait accidentellement endommagé une liaison fibre optique sous-marine de l'armée chinoise, laquelle avait par la suite retenu le bateau en question et fait obstacle au déchargement de l'équipement Nexans qui était à son bord. L'armée avait initié courant 2009 une procédure contre plusieurs parties, y compris Nexans, pour un montant d'environ 7 millions d'euros. Nexans réfutait toute responsabilité au motif que cette dernière incombait au propriétaire opérateur du bateau. Finalement, un accord a été trouvé devant le juge entre Nexans, le client, le sous-traitant et l'armée chinoise mettant fin à toute réclamation par l'armée et l'assureur, sans aucune conséquence financière pour Nexans. Les discussions avec le sous-traitant se poursuivent, celui-ci réclamant désormais le paiement de factures couvrant la location de son matériel pour la période pendant laquelle celui-ci a été immobilisé à la demande de l'armée chinoise.

Le client, une société détenue par l'État, conteste par ailleurs toujours les montants dus au titre de la protection du câble déjà posé (et en fonctionnement) sur le fondement du caractère excessif du temps passé dans l'exécution. Le montant total des travaux de protection déjà réalisés à fin décembre 2009 et qui n'ont pas pu être finalisés depuis, s'élève à environ 20 millions d'euros. Même si le Groupe considère que les dispositions contractuelles liant Nexans et le client ne permettent pas de justifier les réclamations de ce dernier, le contexte local ne permet pas de prévoir l'issue des discussions en cours. Nexans a constitué dans ses états financiers au 30 juin 2010, une provision sur la base de la transaction proposée au client.

Les autres risques liés à des contentieux, réclamations de tiers ou autres différends existants ou probables ayant donné lieu à provision aux 31 décembre 2009 et 30 juin 2010 n'ont pas individuellement, selon l'estimation de Nexans, un caractère suffisamment matériel pour justifier une information spécifique dans les comptes consolidés.

#### *Passifs éventuels liés aux litiges, procédures et enquêtes administratives*

- Parmi les situations n'ayant pas donné lieu à constitution de provisions, on citera le cas de câbles fabriqués par une filiale européenne du Groupe vendus à un fabricant de harnais. Ce fabricant les a ensuite revendus à un autre équipementier, qui les a lui-même revendus à un constructeur automobile européen. La filiale de Nexans n'a pas été informée des spécifications requises par le client final. Le client final aurait utilisé ces câbles conjointement avec des commutateurs servant notamment au fonctionnement d'essuie-glaces et un certain nombre de câbles se seraient cassés. La filiale de Nexans a estimé que les câbles vendus correspondaient aux spécifications convenues avec son client, le fabricant de harnais.  
Une procédure de référé-expertise a été initiée, en janvier 2008, par l'équipementier automobile à l'encontre du fabricant de harnais dont l'objet est la recherche et la préservation de la preuve dans le but d'établir la responsabilité des différents intervenants et Nexans a été impliqué dans cette procédure. Dans le cadre de cette procédure, l'équipementier a mis en cause la non-conformité des câbles aux spécifications techniques, ce que le fabricant de harnais et Nexans ont réfuté. Le constructeur automobile aurait par ailleurs lancé une campagne de rappel qui aurait concerné environ 350 000 commutateurs installés. Enfin, l'équipementier a confirmé que son client, le constructeur automobile a émis, en 2007, une réclamation de 17 millions d'euros à son encontre suite aux retours de véhicules à cette date.  
Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer, à ce jour, les conséquences du cas décrit ci-dessus, Nexans estime que son issue n'aura pas d'effet significatif sur sa situation financière consolidée, sans pour autant pouvoir l'exclure.

- Fin janvier 2009, des enquêtes de concurrence ont été engagées à l'encontre de Nexans et d'autres producteurs de câbles. Ces enquêtes se poursuivent toujours et sont conduites désormais par la Commission européenne et les autorités de la concurrence en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Corée du Sud (outre une enquête portant sur les activités réalisées localement) et aux États-Unis. Elles concernent les câbles d'énergie sous-marins et souterrains ainsi que les matériels et services associés.

Le Groupe n'est pas en mesure de se prononcer sur les suites qui seront données. Sans préjuger des conclusions des enquêtes, mais compte tenu du niveau d'amendes infligées récemment par les autorités américaines et européennes et des conséquences directes et indirectes qui pourraient en résulter, ces événements peuvent avoir un effet défavorable significatif sur les résultats et donc la situation financière du Groupe.

***Obligations contractuelles pouvant donner lieu au paiement d'indemnités et risques liés aux opérations de fusion et acquisition.***

- Risques de nature commerciale

De manière générale, les sociétés du Groupe donnent aux clients des garanties sur la qualité des produits vendus sans mise en place de garanties bancaires ou cautions.

Elles ont néanmoins également pris des engagements d'indemnisation auprès de banques ou d'autres tiers, notamment institutions financières, qui ont émis des garanties ou cautions de bon fonctionnement en faveur de clients et des garanties données en couverture des avances reçues des clients (621 millions d'euros et 604 millions d'euros respectivement aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2009).

Lorsque des événements, tels que les retards de livraison ou des litiges sur l'exécution du contrat, rendent probable ou potentielle la réalisation d'un risque au titre des garanties données, celui-ci est respectivement provisionné (si estimable) ou mentionné en tant que passif éventuel s'il est suffisamment significatif.

- Risques liés aux opérations de fusion et acquisition

Les sociétés du Groupe peuvent accorder des garanties de passif aux acquéreurs des activités cédées, sans normalement mise en place de garanties bancaires ou cautions. Lorsque des événements rendent probable ou potentielle la réalisation d'un risque au titre des garanties données, celui-ci est respectivement provisionné (si estimable) ou mentionné en tant que passif éventuel s'il est suffisamment significatif.

Conformément à ce qui est indiqué en **Note 2.d.** des états financiers consolidés au 31 décembre 2009, il est par ailleurs rappelé que le coût d'acquisition des activités Câbles du groupe Madeco reste soumis à ajustement final sur base de l'arrêté comptable au 30 septembre 2008. Le 9 juillet 2009, Madeco a notifié Nexans de sa décision d'initier une procédure d'arbitrage pour arrêter le montant final de l'ajustement. Cette procédure est toujours en cours au 30 juin 2010. Le montant contesté par Madeco est inférieur à 30 millions US dollars.

Inversement, les sociétés du Groupe bénéficient, dans certaines opérations d'acquisitions, de garanties de la part des vendeurs. Dans le cadre de l'acquisition, réalisée le 1<sup>er</sup> août 2008, de la société italienne Intercond, Nexans bénéficie d'un compte séquestre en garantie des obligations d'indemnisation des vendeurs au titre du contrat d'acquisition (28 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2010, 21 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2011, 14 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2012 et 7 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2013).

Note 16  
Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement à reporter.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2010

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

**KPMG**

1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

Aux actionnaires

**Nexans**

8-10, rue du Général Foy  
75008 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Nexans, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Passifs éventuels liés aux litiges, procédures et enquêtes administratives » de la note 15 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui fait état des enquêtes de concurrence engagées fin janvier 2009 à l'encontre de la société.

## II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 juillet 2010

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Dominique Ménard  
Associée

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

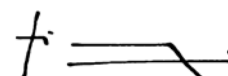


Valérie Besson  
Associée



## DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2010

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2010, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Frédéric Vincent  
Président-Directeur Général



N° 1 mondial de l'industrie du câble, Nexans a fait la preuve de la solidité de son modèle économique et de sa capacité de résistance en 2009. Nous avons renforcé notre compétitivité et notre structure financière. Nous avons amélioré et enrichi les services apportés à nos clients. Nous avons investi avec succès dans l'innovation et conforté nos moyens dans les pays émergents pour pouvoir bénéficier de leur croissance sur le long terme. 2010 sera une nouvelle année de challenges pour tous. Nous sommes confiants dans notre capacité à progresser encore.

Service Publications Nexans  
8, rue du Général Foy  
75008 Paris – France

SA au capital de 27 936 953 euros

Tél. : + 33 (0)1 73 23 84 00  
Fax : + 33 (0)1 73 23 86 38

[www.nexans.com](http://www.nexans.com)  
[investor.relation@nexans.com](mailto:investor.relation@nexans.com)